

Enrichir notre offre



5N PLUS

10 ANS



rapport
annuel
2010

Table des Matières

NOTRE VISION	1
SURVOL DE 5N PLUS	2
FAITS SAILLANTS FINANCES ET EXPLOITATION	3
MESSAGE AUX ACTIONNAIRES	12
RAPPORT DE GESTION	16
ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS	34
NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS	38
RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES	56

5N Plus est un producteur entièrement intégré et un recycleur en boucle fermée de métaux et de composés hautement purifiés que les clients utilisent dans un large éventail d'applications électroniques, tels les modules solaires et les appareils médicaux. 5N Plus tire son nom de la pureté de ses produits (99,999 %, soit 5 neuf ou plus), principalement constitués de tellure, cadmium, germanium, indium, antimoine, sélénium et de composés connexes, comme le tellurure de cadmium (CdTe), le sulfure de cadmium (CdS) et l'antimoniure d'indium (InSb). L'entreprise compte près de 200 employés et exploite des installations de production, de recherche et développement (R et D) et de recyclage à la fine pointe du progrès à Montréal, au Canada et à Eisenhüttenstadt, en Allemagne. L'entreprise exploite également une installation de production à Trail en Colombie-Britannique, au Canada, ainsi qu'un centre de recyclage près de la ville de Madison, Wisconsin, aux États-Unis. La société 5N Plus est inscrite à la Bourse de Toronto sous le symbole VNP.



Notre vision

CROÎTRE ENSEMBLE, EN HARMONIE AVEC
NOTRE ENVIRONNEMENT, PAR L'INNOVATION ET
L'EXCELLENCE DE NOS PRODUITS RÉSULTANT
DU SAVOIR-FAIRE ET DE L'ENGAGEMENT DE NOS
EMPLOYÉS, POUR AINSI DEVENIR LE PREMIER
PRODUCTEUR DE PRODUITS DE HAUTE PURETÉ
AU MONDE.



Saisir de
précieuses
opportunités
de croissance

Points saillants de nos activités

- Nous avons prolongé et renforcé des ententes d'approvisionnement avec le principal fabricant mondial de modules solaires à couche mince à base de CdTe.
- Nous avons fait l'acquisition de la société Firebird Technologies (« Firebird »), un manufacturier de métaux et des composés semiconducteurs de haute pureté destinés à des applications électroniques.
- Nous avons conclu avec la société Calyxo, une entente à long terme d'approvisionnement en composés semiconducteurs et de recyclage pour nos installations de l'Europe.
- Nous avons conclu une entente d'approvisionnement à long terme avec Teck Metals, qui fournira des matériaux de base de germanium et d'indium à Firebird.
- Nous avons signé une entente de recyclage de modules photovoltaïques avec Abound Solar de même qu'un protocole d'entente pour l'approvisionnement en composés semiconducteurs.

Survol de

Saisir de précieuses opportunités de croissance

5N Plus a grandement élargi son territoire et sa gamme de produits au cours de l'année financière 2010, tout en renforçant sa position de chef de file comme fabricant de produits essentiels pour l'industrie de la production d'énergie solaire à couche mince.

Nos nouvelles installations sont celles de Firebird, filiale canadienne en propriété exclusive, ajoutant ainsi des produits stratégiques à notre portefeuille, et une usine de recyclage situé dans le Wisconsin, nous permettant de mieux servir notre clientèle américaine.

Parmi les secteurs qu'elle dessert, 5N Plus se situe à l'avant-garde dans la chaîne de valeur des modules solaires à couche mince, en étant un fabricant des produits essentiels pour deux des principales technologies. Tout aussi important, nous offrons à notre clientèle des solutions de recyclage en boucle fermée. Dans un monde où les parties prenantes de chaque secteur s'attendent à ce que le cycle de vie complet des produits fasse l'objet d'un examen attentif, il s'agit là d'une distinction importante de 5N Plus.

En offrant des services de recyclage en boucle fermée pour les résidus de fabrication, les produits défectueux et les produits usagés, 5N Plus transcende la relation fournisseur-client pour devenir un partenaire d'affaires essentiel.

Valeurs de 5N Plus

LA RIGUEUR ET LES CONNAISSANCES SCIENTIFIQUES QUI SOUS-TENDENT NOS PRODUITS ET NOS SERVICES VONT DE PAIR AVEC LA RIGUEUR DE NOTRE FAÇON DE FAIRE DES AFFAIRES. NOTRE ENTREPRISE REPOSE SUR DES PRINCIPES ÉTHIQUES, ET NOS EMPLOYÉS METTENT EN PRATIQUE LES VALEURS DE LEUR ORGANISATION.

Amélioration continue

Nous faisons la promotion de l'excellence dans toutes nos activités. Nous visons à être les meilleurs dans ce que nous faisons et nous maintenons les plus hauts standards de qualité. Nous cherchons donc continuellement à améliorer nos compétences et la qualité de nos produits et services.

Clientèle

Notre priorité est de rencontrer les attentes des clients et même de les surpasser, en leur offrant des services et des produits adaptés à leurs besoins. Pour ce faire nous faisons preuve d'ouverture afin de promouvoir des solutions nous permettant d'établir des liens de confiance durable.

Développement durable

Nous encourageons toute initiative visant à préserver l'environnement tant au niveau individuel que corporatif. Dans ce dernier cas, nous nous sommes résolument engagés à promouvoir, tant à l'interne qu'auprès de nos clients et fournisseurs, le recyclage de produits et de déchets industriels. Nous nous fixons des objectifs dans le but de réduire l'impact de nos opérations sur l'environnement.

Engagement

L'atteinte de notre vision n'est possible que grâce à l'engagement et à l'effort collectif de nos employés. Nous visons donc à développer un environnement de travail stimulant au sein duquel le travail d'équipe et la solidarité sont valorisés.

Intégrité

Nous adhérons à une norme unique et élevée d'intégrité qui consiste à tenir notre parole, à respecter la loi, à ne pas promettre ce que nous ne sommes pas en mesure de faire et à traiter toutes les personnes avec qui nous faisons affaire avec respect et dignité.

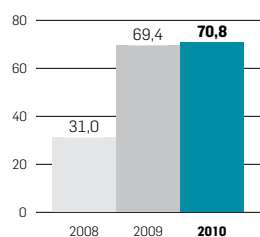
Santé et sécurité

Nous visons en tout temps à réaliser l'ensemble de nos activités de manière sécuritaire. Nous agissons de façon responsable afin de minimiser les risques liés à la santé et à la sécurité de nos employés en mettant de l'avant des activités de prévention et en améliorant continuellement notre performance en matière de santé et sécurité.

5N Plus

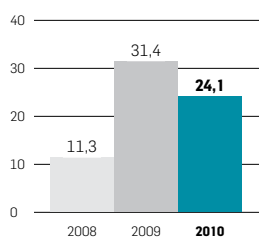
Ventes

(en millions de dollars canadiens)



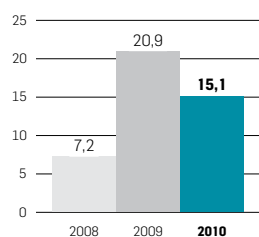
BAIIA

(en millions de dollars canadiens)



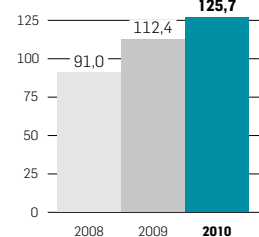
Bénéfice net des activités poursuivies

(en millions de dollars canadiens)




Capitaux propres

(en millions de dollars canadiens)



Faits saillants finances et exploitation



La production
de tellurure
de cadmium
constitue le
principal moteur
de croissance
de 5N Plus

Consolider notre avance

AVEC UNE PRODUCTION ANNUELLE DE 1 GW (1 MILLIARD DE WATTS) EN 2009 ET QUI DEVRAIT BONDIR À 2 GW D'ICI À 2012, LES MODULES SOLAIRES À COUCHE MINCE À BASE DE TELLURE DE CADMIUM SONT À L'AVANT-GARDE DU SECTEUR DE L'ÉNERGIE SOLAIRE.

Des perspectives étincelantes pour les modules solaires à couche mince à base de CdTe

La production de tellure de cadmium constitue le principal moteur de croissance de 5N Plus. Nous occupons une position de force dans ce marché et nous fournissons des produits et des services de recyclage à plusieurs fabricants de modules solaires à couche mince à base de CdTe, y compris le premier producteur au monde ayant des usines sur plusieurs continents.

Grâce à leurs faibles coûts de fabrication et leurs avantages environnementaux, par rapport aux modules conventionnels en silicium cristallin, les modules solaires à couche mince à base de CdTe constituent la technologie photovoltaïque dont le progrès est le plus rapide.

Nous effectuons le raffinage primaire et secondaire du CdTe à nos usines de Montréal et de l'Allemagne. Notre usine de Montréal ainsi que nos installations en propriété

exclusive situées en Allemagne produisent également du sulfure de cadmium, un autre composé de haute pureté essentiel à la production de modules solaires à couche mince à base de CdTe et de CIGS (cuivre, indium, gallium, sélénium). L'Allemagne est le centre européen de la production de modules solaires à couche mince.

5N Plus est certes très bien positionnée. Les concurrents potentiels font face à des obstacles importants à l'entrée sur le marché, car nous détenons un portefeuille de procédés brevetés et bien protégés, des ententes stratégiques avec les principaux producteurs, nous offrons des services de recyclage hautement développés et, dernier élément mais non le moindre, nous entretenons des relations de longue date avec les principaux fabricants mondiaux de modules solaires à base de CdTe.

Le secteur des modules solaires à couche mince à base de CdTe est extrêmement solide jouissant d'un taux de croissance annuel de la production s'établissant à 90 %.



Jens Peschke
Directeur d'usine
5N PV GmbH



L'acquisition
de Firebird
suscite toute une
série de nouvelles
possibilités
de croissance

Nous déployons nos ailes

SITUÉE EN COLOMBIE-BRITANNIQUE, AU CANADA, FIREBIRD VIENT HAUSSER L'OFFRE DE PRODUITS DE 5N PLUS GRÂCE À SES COMPÉTENCES SPÉCIALISÉES EN CROISSANCE CRISTALLINE POUR LE SECTEUR DES SEMICONDUCTEURS. ELLE PRODUIT ÉGALEMENT DE L'ANTIMOINE, DE L'INDIUM ET DE L'ÉTAIN DE HAUTE PURETÉ. LORSQUE LA CONSTRUCTION DE SES NOUVELLES INSTALLATIONS SERA ACHEVÉE À L'AUTOMNE DE 2010, L'ENTREPRISE PRÉVOIT DÉBUTER LA PRODUCTION À GRANDE ÉCHELLE D'INDIUM ET DE GERMANIUM EN PRODUITS DE HAUTE VALEUR.

Firebird : une valeur ajoutée

L'acquisition de Firebird suscite toute une série de nouvelles possibilités de croissance pour 5N Plus, principalement dans le secteur des semiconducteurs, où la spécialisation de Firebird dans la croissance cristalline en a fait un joueur clé.

L'acquisition de Firebird correspond tout à fait à notre stratégie consistant à accélérer notre déploiement sur les marchés émergents et, par conséquent, mal desservis. Cette stratégie prévoit l'augmentation du rythme de production chez Firebird, l'obtention de commandes plus importantes d'un plus grand nombre de clients ainsi que la diversification de la gamme de produits.

La stratégie prévoit également la transformation de Firebird en un fournisseur intégré de germanium pour les applications d'optique et de modules solaires. Dès le début de 2010, nous avons entrepris deux mesures significatives pour se faire. Premièrement, nous avons conclu une entente d'approvisionnement à long terme avec Teck Metals, qui fournira des matières de base d'importance critique à Firebird. Et deuxièmement, nous nous sommes engagés à construire une usine dédiée au traitement avancé des semiconducteurs, à la purification des métaux et au recyclage. Cette usine de 10 millions de dollars d'une superficie de 40 000 pieds carrés, annoncée le 29 mars 2010 à l'occasion de la cérémonie de la première pelletée de terre symbolique, devrait être complétée en septembre 2010. Elle est conçue de façon à pouvoir rapidement répondre à la hausse prévue de ses activités.



Don Freschi
Directeur général,
Firebird Technologies Inc.

Nouvelles
possibilités
dans le
secteur
des semi-
conducteurs



Diversifier
sa clientèle
et réduire les
risques d'affaires

Diversifier notre offre

CIGS : prendre l'avantage

Afin de diversifier sa clientèle et de réduire les risques d'affaires, 5N Plus intensifie ses efforts de façon à se hisser au rang de fournisseur clé pour plus d'une technologie de modules solaires à couche mince.

Ainsi, nous fournissons actuellement plusieurs produits à des fabricants de modules solaires en CIGS. Comme pour les autres technologies à couche mince, le modèle opérationnel des modules solaires en CIGS repose sur la capacité d'offrir un coût par watt peu élevé.

Nos ententes d'approvisionnement à long terme avec des fournisseurs de matières de base devraient solidifier davantage notre position concurrentielle et l'attrait que notre entreprise exerce auprès des clients actuels et éventuels. Combinée au recyclage en boucle fermée, cette situation fait en sorte que 5N Plus se distingue fermement dans le secteur des modules solaires en CIGS.

La capacité
d'offrir
un coût
par watt
peu élevé

CIGS



Solutions durables

Notre engagement consiste à offrir des solutions durables à notre clientèle, tout en privilégiant la durabilité dans nos propres activités

À bien des égards, 5N Plus occupe une position exceptionnelle dans le secteur de la production d'énergie solaire. Alors que la réglementation autant que l'opinion publique exercent une pression de plus en plus forte en faveur de l'adoption de solutions basées sur le cycle de vie complet, nos services de recyclage en boucle fermée nous procurent un immense avantage concurrentiel.

5N Plus s'est bâti une réputation pour ses solutions durables, améliorant la réputation de ses clients et de ses fournisseurs. À titre d'exemple, mentionnons le secteur des métaux primaires et les fabricants de modules solaires, qui expédient divers concentrés et résidus à 5N Plus. Grâce à nos techniques de raffinage de pointe, nous réussissons à extraire de ces « matières premières » les métaux d'intérêt et les inclure à notre chaîne d'approvisionnement.

En résumé, nous sommes en mesure de transformer des matières qui pourraient constituer un passif sur le plan environnemental en une source d'approvisionnement importante. Nous offrons des services de recyclage à partir de nos installations de production canadiennes et allemandes, et nous le ferons bientôt à partir de notre usine de recyclage du Wisconsin.

La durabilité commence à la maison

Nos services de recyclage ne constituent qu'un seul des aspects de notre engagement à mettre en pratique les principes du développement durable et à soutenir notre responsabilité sociale globale en tant qu'entreprise.

En plus de posséder les certifications ISO 14001 (gestion de l'environnement) et ISO 9001 (gestion de la qualité), nous invitons les employés à siéger au Comité du développement durable 5N Plus. Active dans les collectivités où elle est présente, 5N Plus a été remarquée et a reçu des honneurs pour les efforts qu'elle déploie dans le domaine de la durabilité. Nous avons participé à l'élaboration du précédent plan stratégique de développement durable de la Ville de Montréal, et nous contribuons à la rédaction du nouveau plan, qui sera en vigueur jusqu'en 2015.

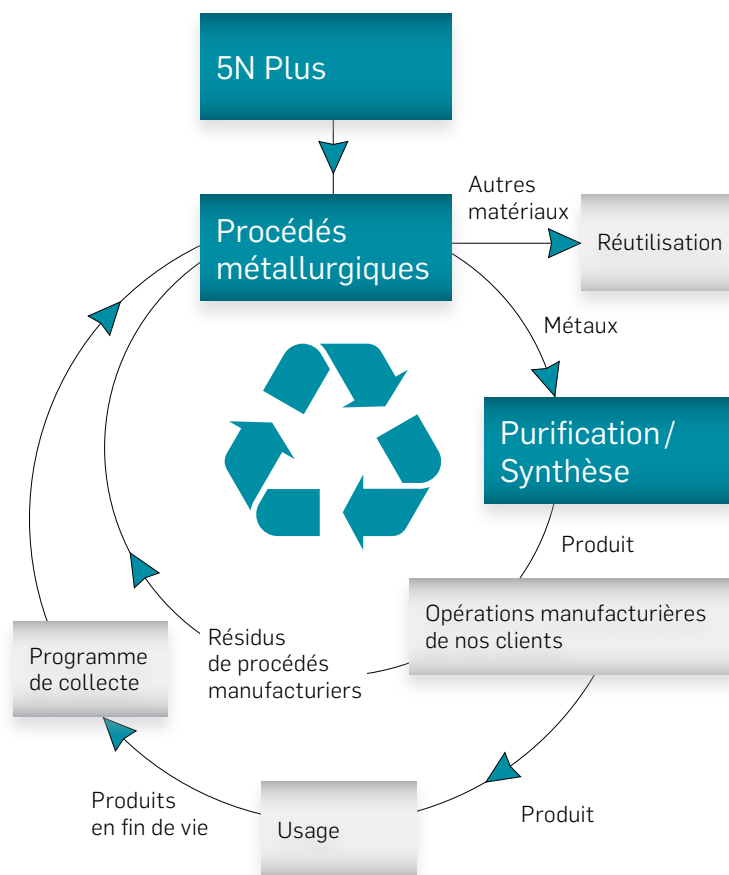
Nous nous sommes dotés de programmes afin de réduire notre consommation d'eau potable et d'énergie, nous incitons nos employés à faire du covoiturage ou, mieux encore, à se rendre au travail au moyen de bicyclettes fournies par l'entreprise. Notre programme de bicyclettes a déjà reçu un prix de l'organisme Vélo-Québec.

En 2009, nous avons débuté l'analyse du cycle de vie afin d'évaluer l'impact environnemental total de nos activités de fabrication et de recyclage de produits.

En reconnaissance de ces efforts, 5N Plus a été inscrite pour la deuxième année consécutive sur la liste des dix meilleures entreprises publiques de technologies propres au Canada (classement Corporate Knights Cleantech 10™). Elle a également figuré dans le rapport Jantzi-Maclean's 2009 sur la responsabilité sociale des entreprises, qui recense les 50 entreprises canadiennes qui se distinguent le plus à ce chapitre.

Plus près de chez nous, nous avons été, en 2009, le lauréat du prix remis dans le cadre du Concours Production et Design écodurables organisé par la Chambre de commerce et d'industrie de Saint-Laurent, en association avec le Centre d'expertise sur les matières résiduelles. Ce prix, souligne la réduction des déchets et de la pollution à la source, dans la fabrication et le transport et à la fin du cycle de vie des produits, est venu récompenser nos efforts soutenus afin d'adapter nos solutions de recyclage aux besoins de notre clientèle.

Des solutions du berceau au berceau



AU TERME D'UNE AUTRE ANNÉE TRÈS RENTABLE, NOUS CÉLÉBRONS NOTRE 10^E ANNIVERSAIRE ET NOUS POSONS LES JALONS D'UNE CROISSANCE DURABLE.

NOUS AVONS PLUSIEURS RAISONS DE CÉLÉBRER EN 2010, AU-DELÀ MÊME DE NOTRE DIXIÈME ANNIVERSAIRE, ABOUTISSEMENT D'UNE PÉRIODE AU COURS DE LAQUELLE LES REVENUS ET LES BÉNÉFICES NETS ONT PLUS QUE DÉCUPLÉ. IL FAUT SE RAPPELER QU'AU COURS DE LA DÉCENNIE ÉCOULÉE, LA TECHNOLOGIE DES MODULES PHOTOVOLTAÏQUES À BASE DE TELLURE DE CADMIUM À COUCHE MINCE S'EST PROGRESSIVEMENT HISSÉE AU RANG DE LA TECHNOLOGIE DOMINANTE. CE PHÉNOMÈNE A SUSCITÉ UNE DEMANDE GRANDISSANTE POUR NOTRE PRODUIT VEDETTE, EN L'OCCURRENCE LE TELLURE DE CADMIUM. POUR RÉPONDRE AUX BESOINS, NOUS AVONS, DEPUIS MONTRÉAL, ÉTENDU NOS ACTIVITÉS À L'ALLEMAGNE, ET TOUT RÉCEMMENT NOUS NOUS SOMMES INSTALLÉS AUX ÉTATS-UNIS, OÙ NOUS POSSÉDONS UNE NOUVELLE INSTALLATION DE RECYCLAGE SITUÉE DANS LE WISCONSIN. L'ANNÉE 2010 A ÉGALEMENT ÉTÉ MARQUÉE PAR LE DÉBUT DE LA MISE EN ŒUVRE DE NOTRE STRATÉGIE DE CROISSANCE PAR ACQUISITIONS, 5N PLUS S'ÉTANT PORTÉ ACQUÉREUR DE FIREBIRD TECHNOLOGIES, UN CHEF DE FILE DANS LA FABRICATION DE SUBSTRATS SEMICONDUCTEURS. QUELQUES SEMAINES À PEINE APRÈS CETTE ACQUISITION, NOUS AVONS ENTREPRIS LA CONSTRUCTION D'UNE NOUVELLE USINE AFIN D'ACCROÎTRE LA CAPACITÉ DE FIREBIRD ET D'ÉLARGIR SA GAMME DE PRODUITS.

Message aux actionnaires

Plus grande capacité et gamme de produits afin d'élargir notre clientèle

En ce qui concerne le rendement financier, nous célébrons notre dixième anniversaire avec des résultats tout aussi spectaculaires. Malgré l'impact négatif des taux de change des devises, nous avons réalisé au cours de l'année financière 2010, des revenus record, et les marges bénéficiaires nettes ont dépassé les 20 % pour la troisième année consécutive. Mais surtout, nous estimons avoir jeté les bases d'une croissance durable. Nous avons fait de grands pas en vue du renforcement de notre entreprise, prenant appui sur nos installations existantes et nous positionnant de manière à jouer un rôle accru dans le recyclage. Parallèlement, nous avons élargi notre gamme de produits aux substrats semiconducteurs, au germanium et aux produits destinés à d'autres technologies photovoltaïques à couche mince.

Les modules photovoltaïques au CdTe pavent la voie

Profitant du progrès remarquable de First Solar, premier fabricant mondial de modules photovoltaïques, les modules solaires à couche mince à base de CdTe sont maintenant largement reconnus comme la technologie la plus économique qui existe. Ce n'est toutefois qu'un début. La technologie CdTe accapare une part grandissante d'un marché en pleine expansion, grâce au soutien financier accordé par un certain nombre de pays, qui s'ajoutent à l'Allemagne, pionnier dans ce domaine. Parmi ces pays, il convient de mentionner les États-Unis, la Chine, la France et l'Italie. Avec les augmentations de capacité dont elle a fait l'annonce récemment et qui doivent porter la production à plus de 2 GW d'ici au début de 2012, First Solar signale son intention de poursuivre une croissance dynamique, en faisant appel à la technologie à couche mince à base de CdTe. Un certain nombre de concurrents utilisant une technologie similaire, dont Abound Solar, Calyxo et General Electric, par l'intermédiaire de sa filiale PrimeStar, enregistrent aussi des progrès constants. Plus passionnant encore est l'objectif fixé de toutes ces entreprises d'en venir à se livrer concurrence sur un marché non subventionné, en se basant sur le fait que la parité tarifaire est à portée de main grâce à cette technologie. Nous prévoyons en effet, qu'au fur et à mesure que cette technologie relativement nouvelle se développera, la structure de coûts des modules à base de CdTe continuera de s'améliorer, principalement en raison de l'accroissement du rendement de conversion.

Des groupes de chercheurs universitaires de plus en plus nombreux se penchent sur la question du rendement. 5N Plus collabore à ces travaux par le biais d'un consortium dirigé par la Colorado State University. Ces recherches devraient déboucher sur une hausse importante de la demande de CdTe et continuer d'engendrer de grandes possibilités d'affaires.

Élargir notre gamme de produits

Étant donné que nous nous sommes fixés pour objectif de servir d'autres marchés de matériaux électroniques et d'étendre nos activités, l'élargissement de notre gamme de produits demeure une grande priorité. L'acquisition de Firebird et la pénétration du marché des substrats semiconducteurs ont marqué en 2010 un point tournant à cet égard. Firebird est le principal producteur de substrats d'antimoniure d'indium, utilisés en imagerie infrarouge. Nous avons par la suite annoncé un investissement d'envergure à Trail en Colombie-Britannique, afin d'accroître la capacité de production de Firebird et de tirer parti des compétences uniques que possède l'entreprise en croissance cristalline et raffinage. Cette capacité nouvelle nous permettra d'entrer sur le marché du germanium pour les applications d'optique. Parallèlement, nous avons conclu une entente d'approvisionnement à long terme en germanium et en indium avec la société Teck Metals, également située à Trail. Teck est le principal producteur de ces matières de base critiques.



De gauche à droite :
Jacques L'Écuyer
et Dennis Wood

Nous prévoyons que la combinaison de ces mesures permette à Firebird de se tailler une place importante sur le marché au cours des trois prochaines années. De façon plus précise, l'entente d'approvisionnement à long terme que Firebird a conclue avec Teck Metals nous donnera la possibilité de servir les clients qui produisent des modules solaires en CIGS.

La nouvelle installation du Wisconsin solidifie notre offre de services de recyclage

5N Plus se positionne de façon à jouer un rôle de chef de file dans le recyclage des modules solaires à l'échelle mondiale. À cette fin, nous avons annoncé la conclusion d'ententes avec deux clients au cours de l'année, en l'occurrence Abound et Calyxo, et nous avons mis en place une nouvelle installation de recyclage de modules près de la ville de Madison au Wisconsin. Nous avons également accru notre capacité de recyclage en Allemagne.

La croissance de la production de modules au CdTe s'accompagne de la nécessité grandissante de recycler les résidus de fabrication, de même que les produits défectueux et usagés. Le secteur des produits photovoltaïques adopte de manière proactive une démarche globale reposant sur l'analyse du cycle de vie complet. Quant aux fabricants de modules au CdTe, ils tirent profit des avantages économiques et environnementaux du recyclage en boucle fermée récupérant ainsi le cadmium et le tellure. Compte tenu de notre vaste expérience des concentrés de cadmium et de tellure, de l'ampleur des activités que nous consacrons aux questions liées à l'environnement et à la santé et la sécurité ainsi que du soutien que nous apportons déjà à notre clientèle, 5N Plus constitue le partenaire idéal pour le recyclage.

Un brillant avenir

Compte tenu de la demande de produits en CdTe qui est censée connaître une forte hausse au cours des prochaines années et du démarrage de notre nouvelle installation de Trail, l'avenir s'annonce à la fois brillant et passionnant pour 5N Plus. Nous demeurons déterminés à appliquer une stratégie de croissance fondée sur des acquisitions et la croissance organique. Notre fort bilan financier jumelé aux liquidités importantes nous assure l'exécution de cette stratégie. Nous avons récemment annoncé un investissement sous forme de dette convertible dans la société Sylarus, fabricant de substrats en germanium, qui sera bientôt un important client de Firebird. Grâce à des ententes d'approvisionnement en

germanium et à une éventuelle participation minoritaire dans Sylarus, si nous décidons d'exercer l'option de conversion que prévoit notre prêt, 5N Plus se positionnera sur le marché des substrats en germanium. Ces produits servent à la fabrication de modules solaires à très haut rendement utilisés sur la terre et dans l'espace. Il s'agit selon nous d'un autre marché qui recèle de grandes possibilités pour 5N Plus.

Ces réalisations n'auraient pas été possibles sans le soutien et le dévouement de nos employés. Je tiens à les remercier pour une autre excellente année. J'en profite pour souhaiter la bienvenue aux employés de Firebird qui se sont joints à l'équipe de 5N Plus et qui ont déjà apporté une contribution positive à notre chiffre d'affaires et à notre résultat net.

Plus que jamais, offrir des solutions de matériaux électroniques durables et à valeur ajoutée à notre clientèle constitue la raison d'être de notre entreprise. Il s'agit d'une mission dont nous pouvons tous être fiers et pour laquelle nous sommes passionnés. Tout en continuant de construire et de faire croître notre entreprise, rappelons-nous qu'en misant sur ce qui fait notre force, nous contribuons à bâtir un monde meilleur.



Jacques L'Écuyer
Président et chef de la direction



Dennis Wood
Président du conseil d'administration



5N Plus inc.
 4385, rue Garand
 Montréal (Québec)
 H4R 2B4
 Canada

5N PV GmbH
 Oderlandstrasse 104
 D-15890
 Eisenhüttenstadt
 Allemagne

Firebird Techonologies Inc.
 2950, Highway Drive
 Trail (Colombie-Britannique)
 V1R 2T3
 Canada

5N Plus Corp.
 6474, Blanchar's Crossing
 Deforest, Wisconsin, 53598
 États-Unis

Nos
 installations

Le rapport de gestion analyse les résultats d'exploitation et la situation financière de 5N Plus inc. (la « Société »), et vise à aider le lecteur à mieux connaître son contexte d'affaires et ses perspectives d'avenir. Le présent rapport de gestion doit être lu conjointement avec les états financiers consolidés vérifiés de la Société et les notes complémentaires afférentes de l'exercice financier terminé le 31 mai 2010. L'information contenue au présent document inclut tous les changements importants en date du 10 août 2010, date à laquelle ce rapport de gestion a été approuvé par le conseil d'administration de la Société. L'information financière présentée ci-après est préparée selon les conventions comptables de la Société, qui sont conformes aux principes comptables généralement reconnus (« PCGR ») du Canada. Cependant, elle renferme également des renseignements étant des mesures financières non conformes aux PCGR. Des renseignements portant sur ces mesures non conformes aux PCGR sont fournis à la rubrique Mesures non conformes aux PCGR. Tous les montants sont exprimés en dollars canadiens. Sauf indication contraire, les termes « nous », « nos » et « notre » font référence à 5N Plus et ses filiales.

Mise en garde relative aux énoncés prospectifs

Certaines déclarations dans ce rapport de gestion peuvent inclure des énoncés prospectifs au sens des lois sur les valeurs mobilières. Ces énoncés prospectifs sont basés sur les meilleures estimations dont dispose la Société à date et comportent un certain nombre de risques connus et inconnus, des incertitudes et autres facteurs, qui peuvent intervenir et affecter les résultats réels, le rendement et les réalisations de la Société, et faire en sorte que ceux-ci diffèrent de façon importante des résultats, du rendement ou des réalisations futurs, dont il est question ou escomptés dans les énoncés prospectifs. Les risques et incertitudes pouvant entraîner de tels écarts incluent le risque lié à la dépendance à l'égard d'un important client, crédit, taux d'intérêts, prix et fluctuation de change, juste valeur, sources d'approvisionnement, acceptation du marché et dépendance à l'égard des technologies des modules photovoltaïques à couche mince, réglementation environnementale, concurrence, dépendance à l'égard du personnel clé, interruptions des activités, acquisition d'entreprise, protection des droits de propriété intellectuelle et l'option conférée à First Solar d'acquiescer nos installations de fabrication en Allemagne. Par conséquent, nous ne pouvons garantir que les énoncés prospectifs se concrétiseront. Les énoncés prospectifs se reconnaissent généralement par l'emploi de termes tels que « pouvoir », « devoir », « croire », « s'attendre à » ou toutes expressions de nature similaire. À moins que les lois sur les valeurs mobilières ne l'exigent, la direction de la Société n'assume aucune obligation quant à la mise à jour ou à la révision des énoncés prospectifs en raison de nouvelles informations ou d'événements futurs ou d'autres changements. Lors de l'évaluation de ces énoncés, le lecteur doit tenir compte de divers facteurs, notamment les risques identifiés ci-haut. Le lecteur est avisé d'éviter de se fier outre mesure à ces énoncés prospectifs.

Survol de notre Société et de ses activités

La dénomination de 5N Plus inc. tire son origine de la pureté de ses produits, à savoir de 99,999 % (cinq neuf ou 5N) et plus. Notre siège social est situé à Montréal (Québec) et nous détenons deux filiales importantes soit 5N PV GmbH (« 5N PV ») située à Eisenhüttenstadt en Allemagne et Firebird Technologies Inc. (« Firebird ») située à Trail au Canada. 5N Plus est un producteur entièrement intégré et un recycleur en boucle fermée de métaux et de composés hautement purifiés. Nous produisons à partir de technologies brevetées des métaux principalement constitués de tellure, cadmium, germanium, indium, antimoine, sélénium et de composés connexes, comme le tellure de cadmium (CdTe), le sulfure de cadmium (CdS) et l'antimoniure d'indium (InSb). Nos produits sont des précurseurs critiques dans plusieurs applications électroniques, notamment le marché en rapide évolution des modules photovoltaïques (PV) à couches minces, pour lequel 5N Plus inc. est un grand fournisseur de CdTe, et le marché des détecteurs de rayonnement.

Stratégie d'entreprise

Pour réaliser notre vision, soit celle de devenir le leader mondial dans le domaine des matériaux électroniques et d'offrir une valeur durable à toutes les parties prenantes, notre stratégie s'appuie sur trois principaux éléments : croissance organique par l'agrandissement de nos installations de production, diversification de notre portefeuille de produits par le biais d'acquisitions et accentuer nos activités de recyclage.

Stratégie d'entreprise	Mesures et réalisations au cours de l'année financière 2010
Croissance organique	<ul style="list-style-type: none">■ Le 24 juin 2009, prolongation et renforcement des ententes d'approvisionnement avec le principal client First Solar, Inc.■ Le 25 janvier 2010, signature d'un protocole d'entente avec Abound Solar, Inc. et le 18 mars 2010, avec Calyxo GmbH.
Diversification du portefeuille de produits	<ul style="list-style-type: none">■ Le 1^{er} décembre 2009, annonce de l'acquisition de Firebird et subséquemment la construction d'une nouvelle usine à Trail en Colombie-Britannique afin d'augmenter la production de substrats semiconducteurs et de germanium.■ Le 9 mars 2010, signature d'entente d'approvisionnement à long terme en germanium et indium avec Teck Metals Ltd.
Accent sur le recyclage	<ul style="list-style-type: none">■ Usine de recyclage de modules solaires au Wisconsin afin de mieux servir notre clientèle américaine à compter du deuxième trimestre de l'année financière 2011.■ Signature en janvier 2010 d'une entente de recyclage avec Abound Solar et en mars 2010 avec Calyxo, une filiale de Q-Cells.■ Inscrite pour la deuxième année consécutive sur la liste Corporate Knights Cleantech 10, palmarès des dix meilleures entreprises publiques de technologies propres au Canada.

Nous posons les jalons d'une croissance rapide

Nous célébrons notre dixième anniversaire et quarante trimestres consécutifs de profitabilité. Malgré les défis inhérents aux taux de change des devises, nous avons réalisé au cours de l'année financière 2010 des revenus record, et les marges bénéficiaires nettes ont dépassé les 20 % pour la troisième année consécutive. Mais surtout, nous estimons avoir jeté les bases d'une croissance durable. Nous avons fait de grands pas en vue du renforcement de notre entreprise, prenant appui sur nos installations existantes et nous positionnant de façon à jouer un rôle accru dans le recyclage. Parallèlement, nous avons élargi notre gamme de produits aux substrats semiconducteurs, au germanium et aux produits destinés à d'autres technologies photovoltaïques à couche mince.

Ces réalisations n'auraient pas été possibles sans le soutien et le dévouement de nos employés. Je tiens à les remercier pour une autre excellente année. J'en profite pour souhaiter la bienvenue aux employés de Firebird qui se sont joints à l'équipe de 5N Plus et qui ont déjà apporté une contribution positive à notre chiffre d'affaires et à notre résultat net.

Plus que jamais, offrir des solutions de matériaux électroniques durables et à valeur ajoutée à notre clientèle constitue la raison d'être de notre entreprise. Tout en continuant de construire et de faire croître notre entreprise, rappelons-nous qu'en misant sur ce qui fait notre force, nous contribuons à bâtir un monde meilleur.

Jacques L'Écuyer

Président et chef de la direction

Principales informations financières annuelles

Exercices terminés les 31 mai

	2010	2009	2008
Résultats consolidés			
Ventes	70 763 345 \$	69 373 117 \$	30 972 941 \$
BAIIA ¹	24 109 939 \$	31 409 878 \$	11 318 178 \$
Bénéfice net des activités poursuivies	15 143 310 \$	20 868 124 \$	7 175 011 \$
Bénéfice net des activités poursuivies de base par action ordinaire	0,33 \$	0,46 \$	0,20 \$
Bénéfice net des activités poursuivies dilué par action ordinaire	0,33 \$	0,45 \$	0,19 \$
Perte nette des activités abandonnées	495 770 \$	– \$	– \$
Bénéfice net	14 647 540 \$	20 868 124 \$	7 175 011 \$
Bénéfice net de base par action ordinaire	0,32 \$	0,46 \$	0,20 \$
Bénéfice net dilué par action ordinaire	0,32 \$	0,45 \$	0,19 \$
Dividende par action ordinaire	–	–	0,034 \$
Flux de trésorerie provenant des activités poursuivies	16 828 300 \$	16 239 645 \$	(2 163 317) \$
Données tirées des bilans			
Total de l'actif	138 521 308 \$	128 168 856 \$	107 743 063 \$
Dette à long terme	4 197 803 \$	3 997 923 \$	4 674 934 \$
Capitaux propres	125 678 537 \$	112 368 764 \$	90 962 804 \$

¹ Calculé à partir du bénéfice net des activités poursuivies – Voir Mesures non conformes aux PCGR

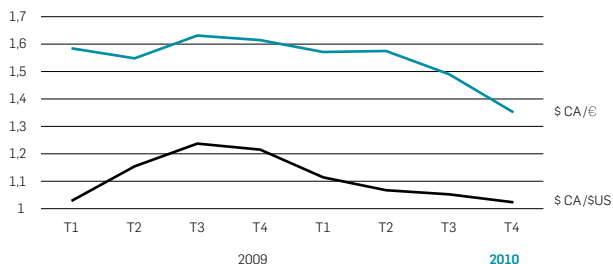
Principales données financières trimestrielles

en milliers de dollars à l'exception de par action
(non vérifiées)

	AF2010				AF2009			
	T4	T3	T2	T1	T4	T3	T2	T1
Ventes	19 730	19 227	15 753	16 053	18 057	19 150	18 136	14 030
Profit brut ²	8 671	8 204	7 359	7 618	8 497	9 840	9 230	7 632
BAIIA	6 742	6 783	5 535	5 050	8 576	8 012	8 799	6 023
Bénéfice net des opérations continues	4 363	4 362	3 403	3 015	5 708	5 190	5 876	4 094
Perte nette des activités abandonnées	23	287	186	–	–	–	–	–
Bénéfice net	4 339	4 076	3 217	3 015	5 708	5 190	5 876	4 094
Bénéfice net des activités poursuivies par action ordinaire de base	0,10 \$	0,10 \$	0,07 \$	0,07 \$	0,13 \$	0,11 \$	0,13 \$	0,09 \$
Bénéfice net des activités poursuivies par action ordinaire dilué	0,09 \$	0,09 \$	0,07 \$	0,07 \$	0,12 \$	0,11 \$	0,13 \$	0,09 \$
Bénéfice net par action ordinaire de base	0,09 \$	0,09 \$	0,07 \$	0,07 \$	0,13 \$	0,11 \$	0,13 \$	0,09 \$
Bénéfice net par action ordinaire dilué	0,09 \$	0,09 \$	0,07 \$	0,07 \$	0,12 \$	0,11 \$	0,13 \$	0,09 \$
Carnet de commandes ²	52 651	53 791	53 268	56 964	52 224	52 024	54 722	53 647

² Voir Mesures non conformes aux PCGR

Taux de change moyens



Faits saillants de l'année financière 2010



- Les ventes ont atteint un niveau record et se chiffrent à 70 763 345 \$ contre des ventes de 69 373 117 \$ pour l'exercice financier 2009.
- Le bénéfice net des opérations poursuivies est de 15 143 310 \$ ou 0,33 \$ par action contre 20 868 124 \$ ou 0,46 \$ par action pour l'exercice financier précédent.
- Le BAIIA se chiffre à 24 109 939 \$ ou 34,1 % des ventes comparativement à 31 409 878 \$ ou 45,3 % des ventes pour l'exercice financier précédent.
- Le bilan financier de la Société demeure solide avec une trésorerie et équivalents de trésorerie de 67 992 321 \$ au 31 mai 2010, contre 65 066 530 \$ pour l'exercice financier précédent. Les flux de trésorerie provenant des activités continues se chiffrent à 16 828 300 \$ comparativement à 16 239 645 \$ pour l'exercice financier précédent. Les capitaux propres sont en hausse et se chiffrent à 125 678 537 \$ au lieu de 112 368 764 \$ l'an dernier.
- Le carnet de commandes qui devraient se transformer en ventes au cours des douze prochains mois se chiffre à 52 650 764 \$, en hausse comparativement à un carnet de commandes de 52 224 368 \$ à pareille date l'an dernier. L'appréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain a eu un impact négatif d'environ 4,3 millions de dollars sur les comparaisons du carnet de commandes.
- Le 1^{er} décembre 2009, 5N Plus annonçait l'acquisition de Firebird Technologies inc., un chef de file dans la fabrication de composés semiconducteurs et de métaux purs situé à Trail en Colombie Britannique.

Faits saillants du quatrième trimestre 2010

- Pour un deuxième trimestre consécutif, les ventes atteignent un niveau record et se chiffrent à 19 729 553 \$ contre des ventes de 18 057 223 \$ à la même période l'an dernier.
- Le bénéfice net des opérations poursuivies se chiffrent à 4 362 612 \$ ou 0,10 \$ par action comparativement à un bénéfice net de 5 708 451 \$ ou 0,13 \$ par action à la même période l'an dernier.
- Le BAIIA se chiffre à 6 742 096 \$ ou 34,2 % des ventes comparativement à 8 576 126 \$ ou 47,5 % des ventes à la même période l'an dernier.
- En mars 2010, 5N Plus a vendu sa participation entière dans ZT Plus, une coentreprise avec BSST, filiale d'Amérigon Incorporated.

Acquisition d'entreprise

Le 1^{er} décembre 2009, la Société a fait l'acquisition de Firebird Technologies Inc. au montant de 7 912 055 \$ incluant des frais reliés à l'acquisition de 61 078 \$. Firebird est une société qui se spécialise dans la fabrication de métaux purs et de composés semiconducteurs. Les principaux produits fabriqués par Firebird sont des substrats d'antimoniure d'indium ainsi que des métaux purs tels que l'antimoine, l'indium et l'étain. Ces produits sont vendus mondialement et utilisés dans de nombreuses applications électroniques et optiques.

La Société a comptabilisé l'acquisition selon la méthode de l'acquisition. Les résultats de Firebird sont consolidés à compter du 1^{er} décembre 2009.

Abandon d'activité

Le 1^{er} septembre 2009, la Société a formé une coentreprise au nom de ZT Plus avec une filiale d'Amérigon Incorporated appelée BSST. La contribution en espèces ou en biens de chacun des partenaires prévue était de 5 500 000 \$US et donnait une participation de 50 % à la Société. ZT Plus était comptabilisée en utilisant la méthode de la consolidation proportionnelle. Le 26 mars 2010, la Société a vendu sa participation dans ZT Plus pour un montant de 1 600 000 \$US (1 632 000 \$) en raison du développement commercial de ZT Plus qui s'est avéré plus lent que prévu. Cette vente a été classée comme un abandon d'activité et les résultats financiers des deuxième et troisième trimestres ont été retraités.

Résultats d'exploitation

Introduction

Nos ventes sont générées par le développement et la production de métaux et de sels de haute pureté destinés à différentes applications électroniques, incluant les cellules solaires, détecteurs de rayonnement, optiques infrarouges, dispositifs thermoélectriques et mémoires optiques. Nous fournissons également à nos clients des services de recyclage par lesquels les résidus de leurs activités manufacturières sont raffinés puis reconvertis en un produit utilisable. Nous n'avons qu'un seul secteur isolable soit celui du raffinage et du recyclage des métaux.

Notre clientèle comprend des fabricants de cellules solaires à couche mince, des fabricants d'assemblages (désignés fournisseurs du groupe 1) et des fabricants de sous-assemblages et de composants (désignés fournisseurs du groupe 2). Nos clients se trouvent principalement aux États-Unis, en Europe, en Israël et en Asie. Un de ces clients a généré 65 % des ventes pour le trimestre et 74 % pour l'exercice financier terminés le 31 mai 2010.

Ventes, marge brute, bénéfice net et bénéfice par action

(des activités poursuivies)	Trois mois terminés le 31 mai			Douze mois terminés le 31 mai		
	2010	2009	Hausse (Baisse)	2010	2009	Hausse (Baisse)
Ventes	19 729 553 \$	18 057 223 \$	9,3 %	70 763 345 \$	69 373 117 \$	2,0 %
Marge brute	8 671 360 \$	8 496 616 \$	2,1 %	31 852 704 \$	35 198 886 \$	(9,5 %)
Ratio marge brute ²	44,0 %	47,1 %		45,0 %	50,7 %	
Bénéfice net	4 362 612 \$	5 708 451 \$	(23,6 %)	15 143 310 \$	20 868 124 \$	(27,4 %)
Bénéfice net des activités poursuivies par action (de base)	0,10 \$	0,13 \$		0,33 \$	\$ 0,46	

¹ Voir Mesures non conformes aux PCGR

Comparativement aux mêmes périodes l'an dernier, et en dépit la forte appréciation du dollar canadien, les ventes du quatrième trimestre et de l'exercice terminés le 31 mai 2010 ont atteint un niveau record. Les ventes du quatrième trimestre totalisent 19 729 553 \$, en hausse de 9,3 % comparativement à des ventes de 18 057 223 \$. Pour l'exercice financier en cours, les ventes se chiffraient à 70 763 345 \$ en hausse de 2,0 % contre des ventes de 69 373 117 \$ pour l'exercice financier précédent.

Cette croissance reflète la hausse des ventes des produits destinés à des applications autres que le solaire ainsi que l'apport positif de Firebird. L'appréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain et l'euro représente un impact défavorable d'environ 3 500 000 \$ sur les ventes de la Société au cours du trimestre et de 5 800 000 \$ au cours de l'exercice financier terminés le 31 mai 2010.

Les ventes au marché solaire représentent 70,4 % des ventes totales au cours du quatrième trimestre et 78,3 % pour l'exercice financier terminés le 31 mai 2010, comparativement à 80,2 % et 79,5 % pour les périodes correspondantes de l'exercice financier précédent. Dans l'ensemble, les volumes de produits vendus pour des applications solaires ont augmenté au cours des périodes de l'exercice terminé le 31 mai 2010, les chiffres des ventes étant partiellement compensés par une réduction du prix unitaire moyen et l'impact négatif des taux de change.

La marge brute est en hausse et se chiffre à 8 671 360 \$ au cours du quatrième trimestre et à 8 496 616 \$ par rapport à la même période l'an dernier, témoignant de la contribution de Firebird. Pour l'exercice financier terminé le 31 mai 2010, la marge brute atteint 31 852 704 \$ comparativement à 35 198 886 \$ pour l'an dernier, représentant des ratios de marge brute de 45,0 % et 50,7 % respectivement. Les baisses de la marge brute et du ratio observées s'expliquent principalement par l'appréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain et à l'euro ayant un impact négatif sur les ventes de la Société. La baisse du prix de vente unitaire moyen et la hausse des coûts d'opération sont responsables dans une moindre mesure de la diminution de la marge brute et du ratio.

Le bénéfice net des opérations poursuivies pour le quatrième trimestre terminé le 31 mai 2010 s'élève à 4 362 612 \$ (0,10 \$ par action) représentant une baisse de 23,6 % comparativement à un bénéfice net des opérations poursuivies de 5 708 451 \$ (0,13 \$ par action) pour la même période l'an dernier. La baisse du gain de change est principalement responsable de la diminution du bénéfice net au cours du trimestre, représentant un gain de 532 954 \$ seulement comparativement à 2 175 813 \$ pour la même période l'an dernier.

Le bénéfice net des activités poursuivies pour l'exercice financier 2010 s'établissait à 15 143 310 \$ (0,33 \$ par action) comparativement à 20 868 124 \$ (0,46 \$ par action) en baisse de 27,4 %. Cette baisse est principalement attribuable aux facteurs ci-haut mentionnés, aux frais élevés associés à des projets d'acquisition non réalisés ainsi qu'à des revenus d'intérêts à la baisse. Le bénéfice par action est calculé en utilisant le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation de 45 625 024 pour le trimestre en cours et de 45 578 992 pour l'exercice terminé le 31 mai 2010. Le bénéfice par action pour les périodes de trois mois et l'exercice financier terminés le 31 mai 2009 est calculé en utilisant le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation de 45 515 577 pour le quatrième trimestre et de 45 505 213 pour l'exercice financier précédent.

Frais de vente et d'administration et de recherche et développement

	Trois mois terminés le 31 mai		Douze mois terminés le 31 mai	
	2010	2009	2010	2009
Frais de vente et d'administration	1 783 426 \$	1 670 869 \$	7 068 705 \$	5 277 745 \$
Pourcentage des ventes pour la période	9,0%	9,3%	10,0%	7,6%
Frais de recherche et développement (déduction faite des crédits d'impôt)	678 792 \$	423 277 \$	1 858 038 \$	1 241 142 \$
Pourcentage des ventes pour la période	3,44%	2,3%	2,6%	1,8%

Les frais de vente et d'administration pour le quatrième trimestre se chiffrent à 1 783 426 \$ comparativement à 1 670 869 \$ pour la période correspondante de l'année précédente. Exprimés en pourcentage des ventes, ils sont à la baisse, passant de 9,3 % à 9,0 %. Pour l'exercice financier en cours, les frais de vente et d'administration totalisent 7 068 705 \$ ou 10,0 % des ventes contre 5 277 745 \$ ou 7,6 % des ventes pour l'exercice financier précédent. La Société maintient des niveaux appropriés de dépenses administratives en prévision de l'atteinte de ses objectifs de croissance. Au cours du premier trimestre de l'exercice financier 2010, d'importants frais d'administration associés à des projets d'acquisition non réalisés ont totalisé 1 165 000 \$.

Les dépenses en R&D, déduction faite des crédits d'impôt se chiffrent à 678 792 \$ au quatrième trimestre comparativement à 423 277 \$ pour la même période l'an dernier, représentant 3,44 % et 2,3 % des ventes. Pour l'exercice financier terminé le 31 mai 2010, les dépenses en R&D, déduction faite des crédits d'impôt, se chiffrent à 1 858 038 \$ ou 2,6 % des ventes comparativement à 1 241 142 \$ ou 1,8 % des ventes pour l'exercice financier précédent. Les niveaux actuels de R&D témoignent des efforts soutenus aux activités de recyclage et au développement de nouveaux produits.

Rapprochement du BAIIA

	Trois mois terminés le 31 mai			Douze mois terminés le 31 mai		
	2010	2009	(Baisse)	2010	2009	(Baisse)
Bénéfice net	4 362 612 \$	5 708 451 \$	(23,6 %)	15 143 310 \$	20 868 124 \$	(27,4 %)
Augmentation (diminution) :						
Charge d'impôts sur le bénéfice	1 734 901	2 345 056		6 512 004	9 128 634	
Frais financiers et revenus d'intérêts	(60 442)	(78 822)		(278 166)	(741 432)	
Amortissement	705 025	601 441		2 732 791	2 154 552	
BAIIA	6 742 096 \$	8 576 126 \$	(21,4 %)	24 109 939 \$	31 409 878 \$	(23,2 %)

Le BAIIA a diminué de 21,4 % au quatrième trimestre de l'exercice financier 2010 comparativement à la période correspondante l'an dernier se chiffrant à 6 742 096 \$ comparativement à 8 576 126 \$. Le BAIIA pour l'exercice financier terminé le 31 mai 2010 est en baisse de 23,2 %, passant de 31 409 878 \$ à 24 109 939 \$. Le BAIIA est affecté défavorablement par la baisse du bénéfice net, des frais de vente et d'administration plus élevés et des gains de change inférieurs à ceux de l'exercice financier précédent.

Frais financiers, revenus d'intérêts, amortissement et impôts sur le bénéfice

Les frais financiers combinés aux revenus d'intérêts représentent un gain de 60 442 \$ pour le quatrième trimestre de l'exercice en cours et 278 166 \$ pour l'exercice terminé le 31 mai 2010 comparativement à un gain de 78 822 \$ et 741 432 \$ pour les mêmes périodes de l'exercice financier précédent. Ces diminutions sont majoritairement attribuables à la baisse des taux d'intérêt versés par les banques sur la trésorerie et équivalents.

La dépense d'amortissement pour le trimestre terminé le 31 mai 2010 se chiffre à 705 025 \$ comparativement à 601 441 \$ pour la même période l'an dernier. Pour l'exercice terminé le 31 mai 2010, la dépense d'amortissement se chiffre à 2 732 791 \$ comparativement à 2 154 552 \$ pour l'exercice financier 2009. Ces augmentations d'amortissement sont attribuables à des dépenses d'immobilisations corporelles encourues l'an dernier principalement reliées à notre usine allemande. L'amortissement de la propriété intellectuelle de Firebird à compter du 1^{er} décembre 2009 en est également responsable.

Les impôts sur le bénéfice se chiffrent à 1 734 901 \$ pour le quatrième trimestre terminé le 31 mai 2010, comparativement à 2 345 056 \$ pour celui de l'exercice financier précédent. Ces montants représentent des taux d'impôt effectifs de 28,6 % et 29,1 % respectivement. Le reclassement des dépenses de ZT Plus comme opérations abandonnées est responsable de la baisse du taux du taux d'impôt effectif au cours du trimestre en cours. Pour l'exercice financier terminé le 31 mai 2010, les impôts sur le bénéfice sont de 6 512 004 \$ comparativement à 9 128 634 \$ représentant des taux d'impôt effectifs de 30,0 % et 30,4 % respectivement. Des ajustements d'impôt de l'exercice précédent ainsi que des dépenses non déductibles reliées à des projets d'acquisition non réalisés sont en partie responsables de la diminution du taux d'impôt effectif.

Liquidités et fonds propres

	Au 31 mai 2010	Au 31 mai 2009
Fonds de roulement ¹	97 817 431	90 558 261
Ratio de fonds de roulement ¹	18,0	9,5
Immobilisations corporelles et actifs incorporels	28 208 215	26 178 423
Actif total	138 521 308	128 168 856
Dette totale ¹	4 820 623	4 589 570
Capitaux propres	125 678 537	112 368 764

¹ Voir Mesures non conformes aux PCGR

Fonds de roulement et ratio du fonds de roulement

Le fonds de roulement se chiffre à 97 817 431 \$ au 31 mai 2010 comparativement à 90 558 261 \$ au 31 mai 2009. L'augmentation du ratio de fonds de roulement s'explique principalement en raison de la baisse de plus de 5 000 000 \$ d'impôt sur le bénéfice à payer et des crédateurs et charges à payer combinés à la hausse de la trésorerie et équivalents de trésorerie.

Immobilisations corporelles, incorporelles et autres actifs

Les dépenses d'investissements en immobilisations corporelles et incorporelles de 947 424 \$ au cours du trimestre terminé le 31 mai 2010 sont pratiquement en ligne avec celles de la même période l'an dernier qui se chiffraient à 1 014 632 \$. Les dépenses d'investissements en immobilisations corporelles et incorporelles pour la l'exercice financier en cours totalisaient 4 837 107 \$ comparativement à 7 140 343 \$ pour la période l'exercice financier précédent. Les dépenses d'investissement en immobilisations corporelles et incorporelles incluent un montant de 1 648 295 \$ relié à la construction de la nouvelle usine à Trail. Cet édifice de 40 000 pieds carrés sera dédié à la transformation de semiconducteurs avancés, à la purification des métaux ainsi qu'à des activités de recyclage. La construction de cette nouvelle installation représente un investissement de plus de 10 millions \$ et devrait être complétée au début du mois de septembre 2010.

Écart d'acquisition

Au 31 mai 2010, l'écart d'acquisition relié à l'acquisition de Firebird se chiffre à 4 381 762 \$.

Créditeurs et charges à payer

La gestion quotidienne de la trésorerie témoigne de la baisse des crédateurs et des charges à payer, passant de 6 791 675 \$ au 31 mai 2009 à 4 646 220 \$ au 31 mai 2010.

Dette totale et revenus reportés

La dette totale a augmenté, passant de 4 589 570 \$ au 31 mai 2009 à 4 820 623 \$ au 31 mai 2010 en raison de l'intégration de la dette à long terme de Firebird.

Nous avons reconnu au cours de l'exercice financier terminé le 31 mai 2010, un revenu de 173 000 \$ associé à la subvention reçue par notre filiale allemande 5N PV GmbH au montant de 540 000 €, pour la création d'un certain nombre de nouveaux emplois dans la ville d'Eisenhüttenstadt.

Capitaux propres

Les capitaux propres de la Société sont de 125 678 537 \$ ou 90,7 % de l'actif total au 31 mai 2010, comparativement à 112 368 764 \$ ou 87,7 % de celui du 31 mai 2009, illustrant la rentabilité opérationnelle au cours de l'exercice financier terminé le 31 mai 2010. Les gains et pertes de change découlant de la conversion en dollars canadiens des comptes des filiales étrangères sont reportés et comptabilisés comme autre élément du résultat étendu consolidé sous la rubrique « Autres éléments du résultat étendu » ainsi que la variation de la portion efficace du gain sur certains contrats de change désignés comme couverture de flux de trésorerie.

Flux de trésorerie

	Trois mois terminés le 31 mai		Douze mois terminés le 31 mai	
	2010	2009	2010	2009
Activités d'exploitation poursuivies	6 188 039 \$	4 965 655 \$	16 828 300 \$	16 239 645 \$
Activités d'investissement	(784 603)	(1 129 436)	(12 577 665)	(8 660 804)
Activités de financement	(169 334)	(756 927)	(295 299)	(2 257 973)
Effet des fluctuations du taux de change sur la trésorerie et équivalents de trésorerie	(280 794)	(200 325)	(533 775)	168 919
Augmentation de la trésorerie et équivalents de trésorerie des activités poursuivies	4 953 308 \$	2 878 967 \$	3 421 561 \$	5 489 787 \$

Les flux de trésorerie provenant des activités poursuivies ont généré 6 188 039 \$ au cours du quatrième trimestre terminé le 31 mai 2010 comparativement à 4 965 655 \$ pour la même période l'an dernier. Pour l'exercice financier terminé le 31 mai 2010, les flux de trésorerie provenant des activités poursuivies ont généré 16 828 300 \$ comparativement à 16 239 645 \$ pour l'exercice financier précédent. Des besoins moindres d'éléments hors caisse sont majoritairement responsables des hausses pour les périodes correspondantes.

Les flux de trésorerie des activités d'investissement ont nécessité des liquidités de 784 603 \$ au cours du quatrième trimestre contre 1 129 436 \$ pour la même période l'an dernier. Les flux de trésorerie des activités d'investissement pour l'exercice terminé le 31 mai 2010, ont nécessité des liquidités de 12 577 665 \$ comparativement à 8 660 804 \$ pour l'exercice précédent. Cette augmentation est principalement attribuable au montant déboursé de 7 747 997 \$ pour l'acquisition de Firebird.

Rapprochement des dépenses en immobilisations corporelles et incorporelles et des flux de trésorerie liés aux activités d'investissement

	Trois mois terminés le 31 mai		Douze mois terminés le 31 mai	
	2010	2009	2010	2009
Acquisition d'immobilisations corporelles, incorporelles et autres actifs	947 424 \$	1 014 632 \$	4 837 107 \$	7 137 342 \$
Acquisition d'une entreprise (nette de la trésorerie et équivalent)	-	-	7 747 997	-
Acquisition d'immobilisations corporelles, incorporelles et autres actifs impayés et inclus dans les créditeurs et charges à payer :				
À l'ouverture	37 071	307 257	192 453	1 715 915
À la fermeture	(199 892)	(192 453)	(199 892)	(192 453)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	784 603 \$	1 129 436 \$	12 577 665 \$	8 660 804 \$

Les activités de financement ont nécessité des liquidités de 169 334 \$ au cours du quatrième trimestre et 295 229 \$ au cours de l'exercice financier 2010, représentant principalement le remboursement de la dette à long terme partiellement compensé par l'exercice d'options d'achat d'actions. Pour les mêmes périodes de l'exercice financier précédent, celles-ci se comparent à des activités de financement ayant nécessité des liquidités de 756 927 \$ et 2 257 973 \$ en raison du remboursement de la dette à long terme et des autres passifs à long terme.

Notre trésorerie et équivalents de trésorerie ont augmenté de 6 519 565 \$ au cours du quatrième trimestre et de 2 925 791 \$ pour l'exercice financier terminé le 31 mai 2010, atteignant 67 992 321 \$ comparativement à une augmentation de 2 878 967 \$ et de 5 489 787 \$ pour les mêmes périodes l'an dernier. Nous sommes très confiants que ce niveau actuel de liquidité combiné aux flux de trésorerie provenant de nos activités d'exploitation seront suffisants pour financer notre fonds de roulement et nos projets d'investissements et nous permettre de poursuivre fermement notre plan de croissance incluant des opportunités d'acquisition.

Capital-actions

Autorisé

La Société a autorisé un nombre illimité d'actions ordinaires, participantes et sans valeur nominale, comportant un droit de vote par action.

La Société a autorisé un nombre illimité d'actions privilégiées pouvant être émises dans une ou plusieurs séries, dont les conditions, les restrictions et les privilèges particuliers doivent être déterminés par le conseil d'administration de la Société.

Émis et entièrement payé	Au 31 mai 2010		Au 31 mai 2009	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant
Actions ordinaires				
En circulation	45 627 450	82 389 870 \$	45 520 225	81 881 914 \$

Régime d'options d'achat d'actions

La Société a adopté, en octobre 2007, un régime d'options d'achat d'actions (« le Plan ») à l'intention des administrateurs, dirigeants et employés. Le total d'actions pouvant être émis aux fins du Plan ne peut dépasser, au total, 10 % de l'ensemble des actions ordinaires de temps à autre.

Les options peuvent être exercées en vertu du Plan sur une période de 10 ans suivant la date de l'octroi. Les options en circulation au 31 mai 2010 peuvent être exercées sur une période n'excédant pas un délai de 6 ans à compter de la date de l'octroi. Les options sont acquises à raison de 25 % (100 % pour les administrateurs) par année suivant le premier anniversaire de la date de l'octroi.

Au 31 mai	2010		2009	
	Nombre d'options	Prix moyen pondéré de levée	Nombre d'options	Prix moyen pondéré de levée
Au début de la période	1 439 055	3,78	1 032 500	3,00
Octroyées	436 500	5,38	466 430	5,42
Annulées	(171 715)	4,00	(39 650)	3,00
Levées	(107 225)	3,09	(20 225)	3,00
À la fin de la période	1 596 615	4,24	1 439 055	3,78

Au 31 mai 2010, le nombre total autorisé d'options d'achat d'actions ordinaires pouvant encore être émises aux termes du régime d'options d'achat d'actions était de 2 966 130.

Carnet de commandes

Le carnet des commandes qui devraient se transformer en ventes au cours des douze prochains mois totalisait 52 650 764 \$ au 31 mai 2010, en hausse comparé à celui de 52 224 368 \$ au 31 mai 2009. La fluctuation des taux de change a eu un impact négatif d'environ 4,3 millions de dollars sur les comparaisons du carnet de commandes.

Ententes hors bilan

La Société a recours à certains arrangements hors bilan qui consistent principalement en des contrats de location-exploitation pour certains locaux et équipements.

La filiale allemande de la Société s'est engagée à respecter un certain nombre de clauses dans une entente d'approvisionnement avec un important client. Vous trouverez un complément d'information sur cette entente à la note 14 afférente aux états financiers consolidés ainsi qu'à la rubrique Risques et incertitudes du présent rapport de gestion.

La Société est exposée aux risques de change sur les ventes réalisées en dollars US et en euros pour ses produits fabriqués au Canada et choisit de prendre à l'occasion des contrats de change à terme afin de se protéger du risque des fluctuations des devises étrangères. Vous trouverez un complément d'information relié à ces contrats à la note 14 afférente aux états financiers consolidés ainsi qu'à la rubrique Risques et incertitudes du présent rapport de gestion.

Obligations contractuelles

Le tableau qui suit résume nos principales obligations contractuelles dans le cadre de nos activités normales au 31 mai 2010 :

Paiements exigibles par période	2011	2012	2013	2014	2015 et par la suite	Total
Dette totale incluant les intérêts	622 820 \$	655 000 \$	850 000 \$	694 920 \$	1 997 883 \$	4 820 623 \$
Contrats de location	910 453	827 377	748 021	476 371	970 104	3 932 326
Obligations d'achat	55 535	–	–	–	–	55 535
	1 588 808 \$	1 482 377 \$	1 598 021 \$	1 171 291 \$	2 967 987 \$	8 808 484 \$

Conventions comptables

Recours à des estimations

La préparation des états financiers conformément aux PCGR du Canada exige que la direction fasse des estimations et établisse des hypothèses qui ont une incidence sur les montants déclarés des actifs, des passifs et sur les renseignements fournis quant aux actifs et passifs éventuels à la date des états financiers consolidés ainsi que sur les montants déclarés des revenus et dépenses pour les périodes visées. Les principaux éléments pouvant être visés par de telles estimations sont notamment la durée de vie utile des actifs à long terme, l'évaluation de la recouvrabilité des débiteurs, crédits d'impôt à la recherche, des actifs d'impôts futurs ainsi que la valeur des actifs intangibles, de l'écart d'acquisition et des autres actifs à long terme. Les montants présentés et les informations fournies dans les notes reflètent l'ensemble des conditions économiques et les lignes de conduite les plus probables de la Société. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations.

Actifs incorporels

Les actifs incorporels sont comptabilisés au coût et sont amortis linéairement sur leur durée de vie utile estimative aux taux suivants :

	Périodes
Logiciels	5 ans
Propriété intellectuelle	10 ans

Écart d'acquisition

L'écart d'acquisition représente l'excédent du coût d'une entreprise acquise sur la juste valeur attribuée aux éléments de l'actif acquis et du passif pris en charge. L'écart d'acquisition est soumis à un test de dépréciation annuellement, ou plus fréquemment si des événements ou des changements de situation indiquent que l'écart d'acquisition pourrait avoir subi une dépréciation. Le test de dépréciation est basé sur la juste valeur établie à partir de modèles d'évaluation pouvant tenir compte de divers facteurs comme les bénéfices futurs normalisés et estimatifs, les valeurs finales et les taux d'actualisation. Le test annuel de dépréciation est effectué le 31 mai par la Société. Au 31 mai 2010, l'écart d'acquisition n'a pas été considéré comme ayant subi une dépréciation.

Couverture de flux de trésorerie

Les instruments financiers dérivés désignés comme couverture de flux de trésorerie sont comptabilisés à la juste valeur. La portion efficace de la variation de la juste valeur des instruments financiers dérivés est comptabilisée à l'état consolidé du résultat étendu, et la portion inefficace est comptabilisée, le cas échéant, en résultat net.

Couverture de flux de trésorerie liée à l'achat de matières premières

La Société a également désigné comme couverture de flux de trésorerie une portion de sa trésorerie en dollars US pour l'achat futur de matières premières. La trésorerie en dollars US désignée est comptabilisée à la juste valeur au bilan consolidé de la Société. Le gain ou la perte de change sur l'encaisse en dollars US désignée est comptabilisé à l'état consolidé du résultat étendu. À l'achat de la matière première, le gain ou la perte de change est comptabilisé à titre de stocks de matières premières.

Modifications futures de conventions comptables

Regroupement d'entreprises et consolidation

En janvier 2009, l'ICCA a approuvé trois nouveaux chapitres de son Manuel : le chapitre 1582 « Regroupements d'entreprises », le chapitre 1601 « États financiers consolidés » et le chapitre 1602 « Participations sans contrôle ».

Le chapitre 1582 remplace le chapitre 1581 « Regroupements d'entreprises » et établit des normes pour la comptabilisation d'un regroupement d'entreprises. Il constitue l'équivalent canadien d'IFRS 3, « Regroupements d'entreprises ». Le chapitre 1582 exige l'utilisation accrue des évaluations à la juste valeur et la constatation d'actifs et de passifs additionnels et exige plus d'informations à fournir relativement à la comptabilisation d'un regroupement d'entreprises et exige que les coûts d'acquisition soient reconnus en dépenses.

Les chapitres 1601 et 1602 remplacent le chapitre 1600 « États financiers consolidés ». Le chapitre 1601 définit des normes pour l'établissement d'états financiers consolidés et le chapitre 1602 définit des normes pour la comptabilisation, dans les états financiers consolidés établis postérieurement à un regroupement d'entreprises, de la participation sans contrôle dans une filiale. Le chapitre 1602 converge avec les exigences de la norme internationale d'information financière 27, IAS 27, « États financiers consolidés et individuels » et établit les règles pour la comptabilisation d'une participation sans contrôle issue d'un regroupement d'entreprises, et reconnue comme une composante distincte des capitaux propres. Le résultat net fournira la répartition entre les participations avec et sans contrôle.

Les trois chapitres entrèrent en vigueur au moment où les sociétés ouvertes canadiennes auront adopté les IFRS, soit pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2011, toutefois leur adoption anticipée est permise. La Société n'a pas évalué l'impact de ces nouvelles normes.

Passage aux Normes internationales d'information financière (IFRS)

Le 13 février 2008, le CNC a confirmé que les entreprises ayant une obligation publique de rendre des comptes seront tenues d'appliquer les IFRS, intégralement et sans modification, pour les états financiers intermédiaires et annuels des exercices commençant le ou après le 1^{er} janvier 2011. La Société devra préparer ses états financiers conformément aux IFRS à compter du 1^{er} juin 2011 (« date de changement »). La Société devra fournir des données comparatives pour les périodes équivalentes de l'exercice précédent, de sorte que le 1^{er} juin 2010 constituera la « date de basculement » pour la Société. Les IFRS sont fondées sur un cadre conceptuel semblable aux PCGR du Canada, mais présentent certaines différences importantes en ce qui a trait aux principes de comptabilisation, d'évaluation et d'information. Pendant la période précédant la date de basculement, le CNC continuera de publier des normes comptables plus conformes aux IFRS, ce qui permettra d'atténuer l'incidence du passage aux IFRS. En outre, l'International Accounting Standards Board (IASB) continuera également de publier de nouvelles normes comptables ou de modifier les normes existantes pendant la période de transition, faisant que l'incidence finale de l'application des IFRS sur les états financiers consolidés de la Société ne pourra être pleinement évaluée qu'au moment où l'on connaîtra toutes les exigences des IFRS qui seront applicables à la date de basculement. Afin que le processus soit géré adéquatement, la Société a développé un plan, attiré des ressources nécessaires à l'implantation et travaille de concert avec ses auditeurs. Le processus de transition de la Société en prévision de la mise en œuvre intégrale des IFRS se déroulera en quatre étapes :

Étape 1—Étude préliminaire

Cette étape consiste en une analyse sommaire permettant de mettre en évidence les secteurs donnant lieu à des différences comptables et les conséquences potentielles du passage aux IFRS.

Étape 2—Évaluation

Pendant cette étape, la Société classe par ordre de priorité (élevée, moyenne ou faible) les secteurs soulevés à l'étape 1 et évalue les principales conséquences du passage aux IFRS. Un plan de conversion détaillé sera ensuite mis au point. Puisque des changements pourraient être apportés aux IFRS pendant la période de transition et influencer sur le plan de conversion, un processus de surveillance sera mis en place.

Étape 3—Transition

À cette étape, la Société conçoit et crée des solutions permettant de prendre en main les différences mises en évidence à l'étape 2. Elle déterminera alors les changements qui doivent être apportés aux conventions comptables, aux systèmes d'information, aux processus administratifs et aux contrôles internes à l'égard de l'information financière pour passer aux IFRS. Les incidences sur les ententes contractuelles sont évaluées et signalées comme il se doit; des modifications seront effectuées au besoin. Cette étape nécessite également la création d'un programme de communication et de formation à l'intention du personnel du service des finances et d'autres employés de la Société, s'il y a lieu.

Étape 4—Mise en œuvre

L'objectif de cette dernière étape est de permettre la présentation de rapports financiers conformes aux IFRS sur une base permanente et de faciliter le partage des connaissances. Les changements désignés à l'étape 3 sont implantés et testés pour s'assurer que toutes les différences ont été prises en compte avant la date de basculement. Au cours de l'étape de mise en œuvre, une formation supplémentaire sera offerte au personnel à mesure que les systèmes révisés entreront en vigueur et se poursuivra jusqu'à la fin de la mise en œuvre. Le projet débutera par la collecte de l'information financière requise pour dresser les états financiers conformément aux IFRS, l'intégration des IFRS dans les processus administratifs, l'élimination des processus de collecte de données rendues inutiles et la présentation d'états financiers conformes aux IFRS au comité de vérification pour approbation. Des rapports d'étape ont été établis afin d'informer le comité de vérification de l'état d'avancement du projet de mise en œuvre des IFRS. La Société a terminé l'étape 1 en février 2010 et entrepris l'étape 2 en mai 2010. L'équipe des IFRS se consacrera maintenant à mettre au point le plan de conversion détaillé.

Incidences possibles de la mise en œuvre sur 5N Plus

La comparaison des IFRS et des PCGR du Canada, sur lesquels sont actuellement fondés les méthodes comptables de la Société, a permis de relever un certain nombre de différences. La norme IFRS 1, « Première adoption des Normes internationales d'information financière », permet aux entités qui adoptent les IFRS pour la première fois un certain nombre d'exemptions facultatives et d'exceptions obligatoires, dans certains secteurs, aux exigences générales relatives à l'application rétrospective intégrale des IFRS. La Société analyse les divers choix de conventions comptables qui s'offrent à elle et adoptera celles qu'elle jugera le plus appropriées à sa situation.

La plupart des ajustements requis en raison du passage aux IFRS seront apportés de manière rétrospective aux soldes d'ouverture des bénéfices non répartis à la date du premier bilan comparatif présenté selon les normes applicables à cette date. Les ajustements transitoires liés aux normes pour lesquelles le retraitement des données comparatives n'est pas obligatoire seront effectués seulement le premier jour de l'année d'adoption. Voici quelques-uns des principaux domaines pour lesquels les modifications de conventions comptables dans le cadre du passage aux IFRS donnent lieu à des différences comptables pouvant avoir une incidence sur les états financiers consolidés de la Société. La liste et les commentaires suivants ne doivent pas être considérés comme étant une énumération exhaustive des modifications qui découleront du passage aux IFRS, mais plutôt comme les faits saillants des différences comptables qui, selon les estimations actuelles de la Société, sont les plus importantes. Cependant, l'analyse des modifications n'est pas encore terminée, et certaines décisions restent à prendre dans les domaines où des choix sont possibles en matière de conventions comptables. Les différences présentées ci-dessous se fondent sur les PCGR du Canada et les IFRS en vigueur au 31 mai 2010. À l'heure actuelle, la Société n'est pas en mesure d'évaluer avec certitude toute l'incidence de ces différences et d'autres écarts sur les états financiers consolidés de 5N Plus.

Devise fonctionnelle

IAS 1 et IAS 21 — Selon les IFRS, une entité doit évaluer ses actifs, ses passifs, ses produits et ses charges exprimés dans sa monnaie fonctionnelle, laquelle correspond à la monnaie de l'environnement économique principal dans lequel elle exerce ses activités. Selon l'évaluation préliminaire de la direction, la monnaie fonctionnelle de la Société sera modifiée au dollar américain.

Compatibilité de couverture

IAS 39 — La comptabilité de couverture sera réévaluée de façon à refléter le changement de la monnaie fonctionnelle.

Immobilisations corporelles

IAS 16 — Les différents composants des immobilisations corporelles doivent être comptabilisés de manière plus rigoureuse et détaillée. D'autres différences existent entre les IFRS et les PCGR du Canada en ce qui a trait aux directives concernant la comptabilisation des pièces de rechange, et la capitalisation des frais d'administration et de service n'est pas permise en vertu des IFRS. À la date de la transition, la juste valeur peut être utilisée comme coût présumé en vertu de la norme IFRS 1.

Regroupement d'entreprises

IFRS 3 — Les exigences énoncées par cette norme en ce qui a trait aux regroupements d'entreprises diffèrent de celles contenues dans les PCGR du Canada. Se reporter à la rubrique portant sur le nouveau chapitre 1582 du Manuel de l'ICCA au début de la présente section.

Rémunération à base d'actions

IFRS 2, « Paiement fondé sur des actions », exige que les attributions qui prévoient un règlement en espèces soient mesurées (initialement et à chaque divulgation de résultats) selon la juste valeur de l'attribution. Les PCGR du Canada exigent plutôt que les attributions liées aux « paiements fondés sur des actions » soient mesurées selon la valeur intrinsèque de l'attribution. De plus, lors d'attributions d'options d'achat d'actions comportant des dates multiples pour l'acquisition des droits, chaque tranche est évaluée de manière indépendante. Selon les PCGR, les tranches peuvent être évaluées simultanément.

Dépréciation d'actifs

Principalement, l'IAS 36, « Dépréciation d'actifs », des IFRS contient une norme complète unique en matière de dépréciation en vertu de laquelle les actifs font l'objet d'un test de dépréciation de manière individuelle ou au niveau des unités génératrices de trésorerie (UGT). Les UGT, qui devront être établies, sont habituellement désignées à un niveau moindre au sein de la Société qu'une unité opérationnelle en vertu des PCGR du Canada. Des différences existent également en ce qui a trait aux méthodes d'évaluation des dépréciations, et les règles peuvent donner plus fréquemment lieu à une dépréciation.

Provisions

L'IAS 37, « Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels », exige qu'une provision soit constatée dans l'une ou l'autre des circonstances suivantes : une obligation présente existe par suite d'une opération ou d'un événement passé; il est probable qu'une sortie de ressources soit nécessaire pour régler l'obligation; et l'obligation peut être estimée de façon fiable. Dans ce cas-ci, « probable » signifie plus probable qu'improbable. Selon les PCGR du Canada, le critère de constatation dans les états financiers est « vraisemblable », ce qui représente un seuil plus élevé que « probable ». Par conséquent, il est possible que certaines provisions ou certains passifs éventuels devant être constatés selon ce critère des IFRS n'aient pas été constatés en vertu des PCGR du Canada.

D'autres différences existent entre les IFRS et les PCGR du Canada en ce qui a trait à l'évaluation des provisions, notamment la méthode utilisée pour obtenir la meilleure estimation possible lorsqu'une gamme de résultats sont équiprobables (les IFRS utilisent le milieu de l'intervalle, alors que les PCGR du Canada utilisent l'extrémité inférieure), et à l'exigence d'actualisation des provisions importantes en vertu des IFRS.

La Société continuera d'analyser tous les projets proposés et en cours de l'IASB et d'en évaluer l'incidence sur son processus de passage aux IFRS.

Risques et incertitudes

Nous sommes sujets à un nombre de facteurs de risque qui peuvent nuire à notre capacité d'exécuter notre stratégie et d'atteindre nos objectifs de croissance à long terme. La Société analyse les risques et met en place des stratégies afin de minimiser leurs impacts sur la performance de la Société.

Dépendance à l'égard d'un important client

Pour l'exercice terminé le 31 mai 2010, un client représentait approximativement 74 % de nos ventes. La perte de ce client ou une diminution du volume d'achat de ce client pourrait entraîner une baisse considérable de notre chiffre d'affaires net et être préjudiciable à nos résultats d'exploitation.

Risque de crédit

La Société est exposée au risque de crédit principalement associé à ses comptes clients. La Société a conclu une entente avec Exportation et développement Canada (EDC) selon laquelle cette dernière assure une partie du risque de perte de certains clients étrangers en cas de non-paiement, et ce, pour un montant maximum de 1 500 000 \$ par année. La Société n'exige pas de garantie supplémentaire ou autre sûreté de ses clients à l'égard de ses comptes débiteurs; toutefois, le crédit est accordé aux clients uniquement après l'évaluation de leur solvabilité. En outre, la Société révisé continuellement le crédit de ses clients et établit une provision pour créances douteuses dans l'éventualité qu'un compte soit jugé irrécouvrable. Un client représentait approximativement 33 % des débiteurs au 31 mai 2010.

Risque de taux d'intérêt

La Société a présentement un faible taux d'endettement et ses dettes sont à taux variable. Dans l'éventualité de l'augmentation de sa dette, la Société aurait comme politique de réduire son exposition à la variation des taux d'intérêt en s'assurant qu'une partie raisonnable de la dette soit à taux fixe. La direction ne croit pas que l'incidence des fluctuations des taux d'intérêt aura des répercussions importantes sur les résultats d'exploitation.

Risque lié au prix

La Société est exposée au risque de variation des prix du marché des métaux qu'elle gère en prévoyant l'acquisition de certains inventaires pour s'acquitter de ses obligations contractuelles à prix fixe envers ses clients. Les instruments financiers de la Société ne l'exposent pas à un risque découlant du prix des matières premières.

Risque de change

Le risque de conversion et de négociation de la monnaie étrangère pourrait avoir une incidence défavorable sur nos ventes, le coût des marchandises vendues et les marges brutes, ce qui pourrait entraîner des pertes de change importantes. Nous déclarons nos résultats financiers en dollars canadiens et la majorité de nos ventes sont libellées en devises étrangères. La plupart de nos coûts sont engagés en devises locales, ce qui signifie le dollar canadien pour nos installations de Montréal et l'euro pour nos nouvelles installations de fabrication en Allemagne. Bien que les achats de matières premières soient libellés en dollars américains, réduisant les fluctuations du taux de change, nous sommes exposés au risque de change, qui pourrait avoir une incidence négative sur nos ventes et nos marges bénéficiaires. La direction a instauré une politique de gestion du risque de change en regard à la monnaie de fonctionnement appropriée. Nous gérons les opérations de change en concluant des contrats de change à terme lorsqu'ils sont jugés nécessaires.

Juste valeur

La valeur comptable de la trésorerie et des équivalents, des placements temporaires, des débiteurs, des prêts à long terme, des créditeurs ainsi que de la dette à long terme se rapproche de leur juste valeur, en raison de la période relativement brève qu'il restait à couvrir jusqu'à l'échéance de ces instruments ou du fait que les taux ne diffèrent pas de façon notable des taux courants du marché.

Sources d'approvisionnement

Nous pourrions être incapables de trouver des stocks essentiels de matières premières en tellure et sélénium dont nous dépendons pour exercer nos activités. Plus précisément, l'approvisionnement en tellure est essentiel pour la production de CdTe. Actuellement, nous nous procurons nos matières premières auprès de plusieurs fournisseurs avec qui nous avons des relations commerciales de longue date. La perte de l'un de ces fournisseurs ou une baisse des niveaux de livraisons pourrait réduire notre capacité de production et avoir une incidence sur nos livraisons aux clients, ce qui, en retour, aurait une incidence négative sur nos ventes et nos marges bénéficiaires nettes et pourrait entraîner des frais quant au non-respect de nos contrats d'approvisionnement.

Acceptation du marché et dépendance à l'égard des technologies des modules photovoltaïques à couche mince

Nous dépendons de l'acceptation du marché des produits de nos clients et de la technologie connexe. Tout retard ou toute difficulté par nos clients de pénétrer avec succès leurs marchés respectifs pourrait entraîner une baisse de nos ventes et de nos marges d'exploitation. La plupart de nos produits sont vendus sur de nouveaux marchés ou sur des marchés existants pour lesquels ils sont utilisés dans la fabrication des produits de remplacement destinés à de nouvelles technologies ou des technologies améliorées. Si nos clients ne rencontrent pas les cibles de rendement et de frais nécessaires pour assurer la viabilité commerciale, si leurs produits sont assujettis à des règlements qui limitent leur utilisation ou si la nouvelle technologie ou technologie améliorée associée à leurs produits ne peut être adoptée à grande échelle, cela pourrait avoir une incidence défavorable sur nos ventes et nos marges d'exploitation.

Réglementation en matière de protection de l'environnement

Nos activités supposent l'utilisation, la manutention, la production, le traitement, le stockage, le transport, le recyclage et l'élimination de matières dangereuses et sont assujetties à un ensemble de lois et règlements nationaux, provinciaux, locaux et internationaux en matière de protection de l'environnement. Ces lois et règlements en matière de protection de l'environnement incluent celles régissant les déversements ou les émanations de matières polluantes dans l'air et l'eau, l'utilisation, la gestion et l'élimination des matières et déchets dangereux, le nettoyage des sites contaminés et la santé et sécurité au travail. Nous avons engagé et continuerons d'engager des dépenses en immobilisations afin de respecter ces lois et règlements. De plus, la violation des lois en matière de protection de l'environnement ou des permis délivrés en vertu de celles-ci ou la responsabilité engagée en vertu de ces lois ou permis pourrait entraîner l'imposition de restrictions sur nos activités d'exploitation ou nous exposer à des amendes substantielles, des pénalités et des poursuites judiciaires devant les tribunaux pénaux, des demandes d'indemnisation pour dommages aux biens ou pour blessures, des frais de nettoyage ou d'autres frais. Bien que nous estimons respecter actuellement toutes les exigences en matière de protection de l'environnement qui sont applicables, de nouvelles circonstances futures, comme l'application de nouvelles lois et de nouveaux règlements plus rigoureux ou la découverte d'un état de l'environnement actuellement inconnu pourraient nécessiter des dépenses pouvant avoir une incidence défavorable importante sur notre entreprise, nos résultats d'exploitation et notre situation financière.

Concurrence

La croissance attendue de la demande de métaux de grande pureté, particulièrement ceux employés dans l'industrie de l'énergie solaire, devrait attirer plus de raffineurs de métaux dans cette industrie et intensifier la concurrence. La concurrence pourrait venir de raffineurs de métaux à bas prix ou de certains de nos clients qui décideraient de s'intégrer verticalement. Nous pourrions ne pas être en mesure d'égaliser les plus bas prix offerts de nos concurrents qui exercent leurs activités dans des pays en voie de développement. Nos activités sont actuellement exercées au Canada et en Europe. Bien que la main-d'œuvre compte pour une partie relativement modeste de notre structure de coûts, il pourrait se révéler difficile pour nous d'être sur un même pied d'égalité en termes de coûts que les concurrents établis dans les pays en voie de développement. Bien que nous estimons que la proximité des activités de nos clients constitue un avantage concurrentiel important étant donné les considérations de la protection de l'environnement et du recyclage, nos concurrents pourraient s'accaparer une part du marché, ce qui pourrait avoir une incidence défavorable sur nos ventes et nos marges d'exploitation si nous n'étions pas en mesure de compenser la perte de volume en faveur de la concurrence.

Dépendance à l'égard du personnel clé

Nous dépendons des services des membres de la direction générale et le départ de ces personnes pourrait avoir une incidence défavorable sur nous. Notre réussite future dépend de notre capacité à garder à notre service les employés clés et à attirer, former, garder à notre service et intégrer avec succès de nouveaux membres compétents dans notre équipe de direction et notre équipe technique. Le recrutement et la rétention de membres du personnel compétents, particulièrement ceux qui ont une expertise de l'industrie des matériaux électroniques, de la technologie du raffinage et des sels de cadmium, de tellure et de sélénium sont essentiels à notre réussite et pourraient se révéler difficiles.

Interruptions des activités

Nous pourrions subir des pertes si nos activités devaient être interrompues. Dans plusieurs cas, surtout ceux reliés à nos contrats à long terme, nous avons des obligations contractuelles de livrer des produits dans les délais prescrits. Toute perturbation de nos activités qui pourrait mener à une interruption des activités risquerait de nuire à la confiance que nous porte les clients, entraîner l'annulation de nos contrats et donner lieu à des poursuites judiciaires. Bien que nous croyons avoir pris les mesures nécessaires pour éviter les interruptions d'activités et que nous ayons contracté une assurance contre celles-ci, il est possible que nous éprouvions néanmoins des interruptions, qui pourraient avoir des incidences défavorables sur nos résultats financiers.

Risque lié aux acquisitions

La Société appuie sa stratégie de croissance notamment sur l'acquisition d'entreprises pour diversifier son portefeuille de produits et pour renforcer sa présence dans des marchés cibles. Toute nouvelle acquisition peut comporter des nouveaux défis susceptibles de ralentir le processus d'intégration ou d'en réduire les avantages économiques ou opérationnels.

Protection des droits de propriété intellectuelle

La protection de propriété de nos procédés, méthodes et autres technologies exclusives est essentielle à notre entreprise. Nous dépendons presque exclusivement d'une combinaison de secrets commerciaux et d'ententes de confidentialité avec nos employés pour protéger nos droits de propriété intellectuelle. Nous avons délibérément choisi de limiter notre nombre de brevets afin d'éviter la divulgation de renseignements précieux. L'omission de protéger et de surveiller l'utilisation de nos droits de propriété intellectuelle existants pourrait entraîner la perte de certains procédés et technologies précieux.

Option conférée à First Solar Inc. aux fins d'acquérir nos installations de fabrication en Allemagne

Une des conventions d'approvisionnement avec First Solar Inc. comporte une clause d'option d'achat aux termes de laquelle First Solar Inc. peut, s'il nous était impossible de respecter nos obligations contractuelles, acheter la totalité de notre participation dans la filiale allemande. Conséquemment, nous pourrions être tenus de vendre notre filiale allemande à un prix fixe, ce qui aurait une incidence défavorable sur nos perspectives de croissance et une incidence défavorable importante sur nos résultats d'exploitation.

Par ailleurs, le fait que l'option d'achat puisse être levée suite à un changement de contrôle ayant une incidence défavorable sur First Solar Inc. pourrait réduire l'intérêt de tiers à faire des offres publiques d'achat et proposer des regroupements d'entreprises ayant du fait même une incidence sur le cours de nos actions. Une telle situation pourrait limiter notre capacité à réunir des fonds au moyen de l'émission d'autres actions ordinaires selon le niveau de dilution qui en résulterait.

Au 31 mai 2010, la Société remplissait toutes les conditions reliées à cette entente.

Contrôles et procédures

Conformément au Règlement 52-109 des Autorités canadiennes en valeurs mobilières (le « Règlement 52-109 ») 5N Plus a déposé des attestations signées par le chef de la direction et le chef de la direction financière qui, entre autres, rendent compte de la conception et de l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information et de la conception et de l'efficacité des contrôles internes à l'égard de l'information financière.

Contrôles et procédures de communication de l'information

Le chef de la direction et le chef de la direction financière ont conçu ou fait concevoir sous leur supervision les contrôles et procédures de communication de l'information, pour fournir une assurance raisonnable que :

- l'information importante relative à la Société leur a été communiquée;
- l'information à fournir dans les documents visés de la Société par les règlements d'information continue a été comptabilisée, traitée, résumée et présentée aux dates précisées par les lois sur les valeurs mobilières.

Une évaluation de l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information a été effectuée sous la supervision du chef de la direction et du chef de la direction financière. À la lumière de cette évaluation, le chef de la direction et le chef des opérations financières ont conclu à l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information.

Contrôles internes à l'égard de l'information financière

Le chef de la direction et le chef des opérations financières ont aussi conçu ou fait concevoir sous leur supervision des contrôles internes à l'égard de l'information financière, pour fournir une assurance raisonnable que l'information financière est fiable et que les états financiers ont été dressés, aux fins de la publication de l'information financière, conformément aux PCGR du Canada.

Une évaluation de la conception et de l'efficacité de nos contrôles internes à l'égard de l'information financière a été effectuée sous la supervision du chef de la direction et du chef de la direction financière. À la lumière de cette évaluation, le chef de la direction et le chef de la direction financière ont conclu à l'efficacité des contrôles internes à l'égard de l'information financière, selon les critères établis dans le cadre de référence de contrôle interne du Committee of Sponsoring Organizations of the Treadway Commission (COSO).

Modifications des contrôles internes à l'égard de l'information financière

Il n'y a eu aucune modification de nos contrôles internes à l'égard de l'information financière survenue au cours du quatrième trimestre terminé le 31 mai 2010 qui ait eu ou dont on pourrait raisonnablement penser qu'elle aura une incidence importante sur nos contrôles internes à l'égard de l'information financière.

Mesures non conformes aux PCGR

Dans le présent rapport de gestion, la direction de la Société a recours à certaines mesures non conformes aux PCGR, et elles ne peuvent être formellement identifiées aux états financiers. Les mesures non conformes aux PCGR fournissent une information utile et complémentaire aux mesures financières normalisées établies conformément aux PCGR. Il s'agit du BAIIA, de la marge brute, du ratio de la marge brute, du fonds de roulement et du ratio de fonds de roulement et de la dette totale.

Le BAIIA désigne le bénéfice net des opérations continues avant frais financiers, revenus d'intérêts, impôts et amortissement, et est présenté de façon constante d'une période à l'autre. Nous suivons l'évolution du BAIIA, afin d'évaluer le rendement d'exploitation de nos activités permanentes avant la prise en compte des effets de certaines dépenses. La définition de ces mesures utilisées par la Société peut différer de celle utilisée par d'autres entreprises.

La marge brute est une mesure financière qui correspond aux ventes déduction faite des coûts des marchandises vendues. Le ratio de la marge brute est exprimé en pourcentage des ventes.

Le fonds de roulement est une mesure qui nous indique les sommes dont nous disposons pour faire croître l'entreprise. Le fonds de roulement est un indicateur de notre santé financière et de notre liquidité. Nous le mesurons en prenant le montant de l'actif à court terme déduction faite du passif à court terme.

La dette totale est une mesure qui nous indique à combien se chiffre notre dette incluant les portions à court terme et nous démontre quelle est notre situation d'endettement.

Le carnet des commandes est également une mesure non conforme aux PCGR et représente les commandes que nous avons reçues, mais que nous n'avons pas encore exécutées et qui devraient se transformer en ventes au cours des douze prochains mois.

Chiffres correspondants

Certains chiffres correspondants ont fait l'objet d'un reclassement afin de rendre leur présentation conforme à celle adoptée pour l'exercice.

Information supplémentaire

Les actions ordinaires de la Société sont inscrites à la Bourse de Toronto (TSX) sous le symbole « VNP ». Des informations supplémentaires sur la Société, incluant la Notice annuelle, peuvent être consultées en ligne sur le site de SEDAR sous la rubrique Profil d'entreprise à l'adresse www.sedar.com.

Évènement postérieur à la date du bilan

Le 18 juin 2010, la Société a fait l'acquisition pour un montant de 3 000 000 \$ US (approximativement (3 072 000 \$), d'une dette convertible de Sylarus Technologies, LLC (« Sylarus »), un chef de file dans la production de substrats de germanium pour cellules solaires, situé à Saint Georges, Utah. La dette convertible porte intérêt au taux de 6 % annuellement et est remboursable au plus tard le 31 mai 2015. La dette incluant les intérêts courus est convertible à l'option de la Société, en 18 % des actions votantes et participantes de Sylarus. La Société a également la possibilité de souscrire jusqu'au 30 septembre 2011, à d'autres dettes convertibles de Sylarus jusqu'à un montant supplémentaire maximum de 4 000 000 \$ US (approximativement 4 185 000 \$) portant intérêt aux mêmes taux et échéance que la dette initiale, et convertible en 15 % d'actions votantes et participantes additionnelles de Sylarus. Parallèlement, 5N Plus et Sylarus ont conclu une entente à long terme d'approvisionnement et de recyclage en vertu de laquelle 5N Plus fournira à Sylarus des matières premières de germanium de haute pureté et recyclera différents résidus contenant du germanium.

Rapport de la direction aux actionnaires de 5N Plus inc.

Les états financiers consolidés ci-joints sont la responsabilité de la direction de 5N Plus inc. et ont été examinés par le comité de vérification et approuvés par le conseil d'administration.

Les états financiers consolidés ont été préparés conformément aux principes comptables généralement reconnus au Canada et comprennent des montants fondés sur des hypothèses posées par la direction ainsi que sur le jugement de celles-ci. La direction est aussi responsable de tous les autres renseignements contenus dans le rapport annuel afin de s'assurer de leur concordance avec les états financiers consolidés et les activités de la Compagnie.

La direction de la Compagnie est responsable de l'élaboration, de l'établissement et du maintien des procédures et des contrôles internes appropriés relatifs à l'information financière, afin de s'assurer que les états financiers destinés au public sont présentés de manière fidèle, conformément aux principes comptables généralement reconnus. Ces systèmes de contrôle interne visent à fournir une assurance raisonnable quant à la fiabilité de l'information financière et à la protection des éléments d'actif.

Les vérificateurs externes ont libre accès au comité de vérification, composé d'administrateurs externes indépendants. Le comité de vérification, qui rencontre régulièrement au cours de l'exercice les membres de la direction financière, de même que les vérificateurs externes examine les états financiers consolidés et recommande leur approbation au conseil d'administration.

Les états financiers consolidés ci-joints ont été vérifiés par KPMG s.r.l. /s.e.n.c.r.l., vérificateurs externes.

SIGNÉ

Le président et chef de la direction,
Jacques L'Écuyer

Montréal, Canada
10 août 2010

SIGNÉ

Le chef de la direction financière,
David Langlois, CA

Rapport des vérificateurs aux actionnaires de 5N Plus inc.

Nous avons vérifié les bilans consolidés de 5N Plus inc. aux 31 mai 2010 et 2009 et les états consolidés des résultats, du résultat étendu, de la variation des capitaux propres et des flux de trésorerie pour les exercices terminés à ces dates. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de la Société. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur notre vérification.

Nos vérifications ont été effectuées conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À notre avis, ces états financiers consolidés donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de la Société aux 31 mai 2010 et 2009 ainsi que des résultats de son exploitation et des flux de trésorerie pour les exercices terminés à ces dates selon les principes comptables généralement reconnus du Canada.

SIGNÉ

KPMG s.r.l./S.E.N.C.R.L.¹

Comptables agréés

Montréal, Canada

Le 23 juillet 2010

¹ CA auditeur permis n° 13381

États consolidés des résultats

Exercices terminés les 31 mai

(en dollars canadiens, sauf le nombre d'actions)	Note	2010 \$	2009 \$
Ventes		70 763 345	69 373 117
Coût des ventes	13	38 910 641	34 174 231
Profit brut		31 852 704	35 198 886
Charges			
Frais de vente et d'administration		7 068 705	5 277 745
Amortissement des immobilisations corporelles	4	2 544 542	2 154 552
Amortissement des actifs incorporels		188 249	–
Recherche et développement		1 858 038	1 241 142
Gain de change	15a	(1 183 978)	(3 441 588)
Frais financiers	16	185 512	377 449
Revenus d'intérêts		(463 678)	(1 118 881)
		10 197 390	4 490 419
Bénéfice avant ce qui suit :		21 655 314	30 708 467
Frais de démarrage, nouvelle usine		–	711 709
Bénéfice avant les impôts sur les bénéfices des activités poursuivies		21 655 314	29 996 758
Impôts sur les bénéfices	12		
Exigibles		6 441 776	7 727 016
Futurs		70 228	1 401 618
		6 512 004	9 128 634
Bénéfice net des activités poursuivies		15 143 310	20 868 124
Perte nette générée par les activités abandonnées	22	(495 770)	–
Bénéfice net		14 647 540	20 868 124
Bénéfice net des activités poursuivies par action	20		
De base		0,33	0,46
Dilué		0,33	0,45
Bénéfice net par action	20		
De base		0,32	0,46
Dilué		0,32	0,45
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation	20		
De base		45 578 992	45 505 213
Dilué		45 833 291	45 876 122

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

États consolidés du résultat étendu

Exercices terminés les 31 mai

(en dollars canadiens)	Note	2010	2009
		\$	\$
Bénéfice net		14 647 540	20 868 124
Autres éléments du résultat étendu			
Gain net sur les instruments financiers dérivés désignés comme couverture de flux de trésorerie	15b	1 255 048	–
Perte nette découlant de la conversion des états financiers d'un établissement étranger autonome		(3 675 494)	(343 467)
Autres éléments du résultat étendu			
		(2 420 446)	(343 467)
Résultat étendu		12 227 094	20 524 657

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

États consolidés des capitaux propres

Exercices terminés les 31 mai

(en dollars canadiens)	Note	2010	2009
		\$	\$
Capital-actions	11a		
Au début de l'exercice		81 881 914	81 788 694
Actions émises en vertu du régime d'options d'achat d'actions		507 956	93 220
À la fin de l'exercice		82 389 870	81 881 914
Surplus d'apport			
Au début de l'exercice		797 800	242 136
Coût relié à la rémunération des options d'achat d'actions	11b	750 879	588 209
Actions émises en vertu du régime d'options d'achat d'actions		(176 156)	(32 545)
À la fin de l'exercice		1 372 523	797 800
Cumul des autres éléments du résultat étendu			
Au début de l'exercice		(111 048)	–
Gain net sur les instruments financiers dérivés désignés comme couverture de flux de trésorerie	15b	1 255 048	–
Perte nette découlant de la conversion des états financiers d'un établissement étranger autonome		(3 675 494)	(343 467)
Conversion de la méthode temporelle à la méthode du taux courant		–	232 419
À la fin de l'exercice		(2 531 494)	(111 048)
Bénéfices non répartis			
Au début de l'exercice		29 800 098	8 931 974
Bénéfice net		14 647 540	20 868 124
À la fin de l'exercice		44 447 638	29 800 098
Capitaux propres		125 678 537	112 368 764

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Bilans consolidés

Au 31 mai

(en dollars canadiens)	Note	2010	2009
		\$	\$
Actif			
Actif à court terme			
Trésorerie et équivalents de trésorerie		67 992 321	65 066 530
Débiteurs	2	4 774 460	6 702 197
Stocks	3	27 705 149	27 054 960
Frais payés d'avance et dépôts		1 073 025	516 391
Instruments financiers dérivés	15c	1 362 804	1 685 076
Impôts sur les bénéfices à recevoir		516 602	–
Impôts futurs	12	150 598	249 958
		103 574 959	101 275 112
Immobilisations corporelles	4	26 437 302	25 823 473
Actifs incorporels	5	1 770 913	354 950
Écart d'acquisition	6	4 381 762	–
Impôts futurs	12	2 311 191	662 639
Autres actifs		45 181	52 682
		138 521 308	128 168 856
Passif			
Passif à court terme			
Créditeurs et charges à payer	8	4 646 220	6 791 675
Impôts sur les bénéfices à payer		43 826	3 021 632
Tranche à court terme de la dette à long terme	9	622 820	549 922
Tranche à court terme des autres passifs à long terme		–	41 725
Impôts futurs	12	444 662	311 897
		5 757 528	10 716 851
Dette à long terme	9	4 197 803	3 997 923
Revenus reportés	10	553 578	641 618
Impôts futurs	12	2 333 862	443 700
		12 842 771	15 800 092
Capitaux propres			
Capital-actions	11	82 389 870	81 881 914
Surplus d'apport		1 372 523	797 800
Cumul des autres éléments du résultat étendu		(2 531 494)	(111 048)
Bénéfices non répartis		44 447 638	29 800 098
		125 678 537	112 368 764
		138 521 308	128 168 856

Engagements (note 19)

Événement postérieur à la date du bilan (note 23)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Au nom du conseil d'administration :

SIGNÉ

Jacques L'Écuyer
Administrateur

SIGNÉ

Jean-Marie Bourassa
Administrateur

États des flux de trésorerie consolidés

Exercices terminés les 31 mai

(en dollars canadiens)	Note	2010 \$	2009 \$
Activités d'exploitation			
Bénéfice net		14 647 540	20 868 124
Perte nette des activités abandonnées	22	495 770	–
Bénéfice net des activités poursuivies		15 143 310	20 868 124
Éléments hors caisse			
Amortissement des immobilisations corporelles	4	2 544 542	2 154 552
Amortissement des actifs incorporels		188 249	–
Impôts futurs		70 228	1 401 618
Perte de change non réalisé sur instruments financiers		–	(1 685 076)
Gain réalisé sur les couvertures de flux de trésorerie, net de l'impôt		1 177 489	–
Gain de change sur trésorerie et équivalents de trésorerie		–	(168 919)
Revenus reportés		(2 980)	(1 115 986)
Rémunération à base d'options sur actions	11b	750 879	588 209
Autres		81 168	84 525
		19 952 885	23 127 047
Variation nette des soldes hors caisse du fonds de roulement			
Débiteurs		2 011 130	6 107 602
Stocks		(290 107)	(14 438 064)
Frais payés d'avance et dépôts		(398 131)	(165 501)
Impôts sur les bénéfices à recevoir		(1 291 971)	–
Instruments financiers dérivés		438 614	–
Créditeurs et charges à payer		(616 314)	323 341
Impôts sur les bénéfices à payer		(2 977 806)	1 285 220
		(3 124 585)	(6 887 402)
		16 828 300	16 239 645
Activités d'investissement des activités poursuivies			
Acquisition d'immobilisations corporelles		(4 587 910)	(8 663 805)
Acquisition d'actifs incorporels		(249 258)	–
Acquisition d'une entreprise nette de la trésorerie de la société acquise	6	(7 747 997)	–
Autres actifs		7 500	3 001
		(12 577 665)	(8 660 804)
Activités de financement des activités poursuivies			
Variation nette de l'emprunt bancaire		–	(1 384 111)
Remboursement de la dette à long terme		(585 374)	(578 105)
Variation nette des autres passifs à long terme		(41 725)	(356 432)
Produit de levée d'options sur actions		331 800	60 675
		(295 299)	(2 257 973)
Incidence des fluctuations de taux de change sur la trésorerie et équivalents			
de trésorerie des activités poursuivies		(533 775)	168 919
Augmentation nette de la trésorerie et équivalents de trésorerie des			
activités poursuivies		3 421 561	5 489 787
Diminution nette de la trésorerie et équivalents de trésorerie des			
activités abandonnées	22	(495 770)	–
Augmentation nette de la trésorerie et équivalents de trésorerie			
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de l'exercice		65 066 530	59 576 743
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de l'exercice		67 992 321	65 066 530
Informations supplémentaires			
Immobilisations corporelles non déboursées incluses dans les			
créditeurs et charges à payer		199 892	192 453
Intérêts versés		121 138	278 088
Impôts versés sur les bénéfices		8 902 980	6 111 194

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

1. Sommaire des principales conventions comptables

Les états financiers consolidés de 5N Plus inc., (la « Société ») sont présentés en dollars canadiens et sont dressés conformément aux principes comptables généralement reconnus (« PCGR ») du Canada.

Périmètre de consolidation

Les présents états financiers consolidés comprennent les comptes de la Société et de ses filiales. Tous les soldes et transactions réciproques ont été éliminés.

Recours à des estimations

La préparation des états financiers conformément aux PCGR du Canada exige que la direction fasse des estimations et établisse des hypothèses qui ont une incidence sur les montants déclarés des actifs, des passifs et sur les renseignements fournis quant aux actifs et passifs éventuels à la date des états financiers consolidés ainsi que sur les montants déclarés des revenus et dépenses pour les périodes visées. Les principaux éléments pouvant être visés par de telles estimations sont notamment la durée de vie utile des actifs à long terme, l'évaluation de la recouvrabilité des débiteurs, crédits d'impôt à la recherche, des actifs d'impôts futurs ainsi que la valeur des actifs incorporels, de l'écart d'acquisition et des autres actifs à long terme. Les montants présentés et les informations fournies dans les notes reflètent l'ensemble des conditions économiques et les lignes de conduite les plus probables de la Société. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations.

Conversion des devises étrangères

Les produits et les charges libellés en devises sont enregistrés au taux de change en vigueur à la date de la transaction. Les actifs et les passifs monétaires libellés en devises sont convertis aux taux de change en vigueur à la date du bilan. Les gains et les pertes de change réalisés et non réalisés sont comptabilisés dans le bénéfice net.

Tous les actifs et passifs de la filiale étrangère autonome sont comptabilisés selon la méthode du taux courant. En vertu de cette méthode, les actifs et les passifs de la filiale libellés en devises étrangères sont convertis en dollars canadiens au taux de change en vigueur à la date du bilan. Les produits et les charges sont convertis au taux de change moyen de la période. Les gains et les pertes de change résultant de la conversion des états financiers de la filiale étrangère autonome sont comptabilisés dans les capitaux propres sous la rubrique « cumul des autres éléments du résultat étendu » et n'ont pas d'incidence sur l'état consolidé des résultats tant que la Société ne réduit pas son investissement net dans cet établissement étranger.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent l'encaisse et des placements hautement liquides d'institutions financières de renommée dont l'échéance initiale est de 90 jours ou moins. La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont classés comme détenus à des fins de transaction et évalués à leur juste valeur.

Stocks

Les matières premières sont évaluées au moindre du coût et de la valeur de réalisation nette, le coût étant déterminé selon la méthode du coût moyen. Le coût des produits finis inclut la valeur des matières premières, la main-d'œuvre directe et une juste part des frais généraux de fabrication.

À l'occasion, lorsque la quasi-totalité des matières premières est en inventaire, la Société pourrait s'engager dans des contrats de vente à long terme à prix fixe. Les coûts associés aux quantités requises de matières premières pour honorer ces contrats sont spécifiquement assignés à ces contrats et le calcul du coût moyen de ces matières premières est utilisé pendant la durée de ces contrats.

Exercices terminés
les 31 mai 2010 et 2009
(en dollars canadiens)

Notes
afférentes
aux états
financiers
consolidés

1. Sommaire des principales conventions comptables (suite)

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût, déduction faite des subventions gouvernementales. L'amortissement est calculé selon la méthode de l'amortissement linéaire aux taux annuels suivants :

	Périodes
Bâtiments	25 ans
Améliorations locatives	10 à 20 ans
Équipement de production	10 ans
Matériel roulant	10 ans
Mobilier et équipement de bureau	3 et 10 ans
Matériel informatique	3 ans

Actifs incorporels

Les actifs incorporels sont comptabilisés au coût et sont amortis linéairement sur leur durée de vie utile estimative aux taux suivants :

	Périodes
Logiciels	5 ans
Propriété intellectuelle	10 ans

Écart d'acquisition

L'écart d'acquisition représente l'excédent du coût d'une entreprise acquise sur la juste valeur attribuée aux éléments de l'actif acquis et du passif pris en charge. L'écart d'acquisition est soumis à un test de dépréciation annuellement, ou plus fréquemment si des événements ou des changements de situation indiquent que l'écart d'acquisition pourrait avoir subi une dépréciation. Le test de dépréciation est basé sur la juste valeur établie à partir de modèles d'évaluation pouvant tenir compte de divers facteurs comme les bénéfices futurs normalisés et estimatifs, les valeurs finales et les taux d'actualisation. Le test annuel de dépréciation est effectué le 31 mai par la Société. Au 31 mai 2010, l'écart d'acquisition n'a pas été considéré comme ayant subi une dépréciation.

Dépréciation et sortie d'actifs à long terme

Les actifs à long terme, à savoir les immobilisations corporelles et actifs incorporels pouvant être amortis, sont soumis à un test de dépréciation lorsque des événements ou des changements de situation indiquent que la valeur comptable des actifs pourrait ne pas être recouvrable. La recouvrabilité des actifs destinés à être détenus et utilisés est mesurée en comparant la valeur comptable d'un actif au montant estimatif des flux de trésorerie futurs non actualisés que procurera vraisemblablement cet actif. Lorsque la valeur comptable d'un actif excède le montant estimatif des flux de trésorerie futurs non actualisés, une perte de valeur doit être constatée pour tenir compte de l'écart entre la valeur comptable de l'actif et la juste valeur. Les actifs destinés à être vendus sont présentés de façon distincte au bilan et sont constatés à la valeur comptable ou à la juste valeur, déduction faite des frais de vente, selon la moindre des deux, et ils ne sont plus amortis. Les actifs ou les passifs qui font partie d'un groupe destiné à être cédé et qui sont classés comme destinés à la vente sont présentés de manière distincte sous les rubriques appropriées de l'actif ou du passif au bilan.

Constatation de produits

Les revenus sont constatés lorsque les produits sont expédiés ou livrés, selon le contrat avec le client, et que les encaissements sont raisonnablement assurés.

Les revenus provenant des activités d'affinage en sous-traitance sont constatés à la livraison et lorsque les risques et avantages importants inhérents à ces produits sont transférés aux clients.

1. Sommaire des principales conventions comptables (suite)

Recherche et développement

Les frais de recherche sont imputés aux résultats consolidés de la période au cours de laquelle ils sont engagés et comprennent une proportion raisonnable des coûts indirects. Les frais de développement sont reportés lorsqu'ils répondent aux critères de capitalisation prévus aux termes des PCGR canadiens, et que la réalisation des avantages futurs peut être considérée comme raisonnablement certaine. Au 31 mai 2010 et au 31 mai 2009, la Société n'a reporté aucuns frais de développement.

Impôts sur les bénéfices

La Société comptabilise ses impôts sur les bénéfices selon la méthode du passif fiscal. Selon cette méthode, les écarts temporaires entre la valeur comptable et la valeur fiscale des actifs et des passifs sont inscrits par application des taux d'imposition qui devraient être en vigueur ou pratiquement en vigueur dans l'exercice au cours duquel il est prévu que les écarts temporaires se résorberont. Une provision pour moins-value est constatée pour tout actif d'impôts futurs si, selon la direction, il est plus probable qu'improbable que l'actif ne sera pas réalisé.

Garanties

Dans le cours normal des activités, la Société conclut diverses ententes qui peuvent présenter des caractéristiques répondant à la définition de garantie. Par définition, une garantie est un contrat (y compris l'indemnisation) qui pourrait éventuellement obliger la Société à faire des paiements à un tiers en fonction i) de la variation d'un taux d'intérêt, d'un taux de change, d'un titre de capitaux propres ou d'un titre sur marchandise, d'un indice ou de toute autre variable qui est liée à un actif, à un passif ou à un titre de capitaux propres du bénéficiaire de la garantie, ii) de l'inexécution d'une obligation contractuelle de la part d'un tiers ou iii) du manquement, par un tiers, à rembourser sa dette au moment où celle-ci devient exigible.

Rémunération et autres paiements à base d'actions

Les attributions d'options accordées à des salariés et administrateurs sont comptabilisées selon la méthode de la juste valeur. Selon cette méthode, la juste valeur estimative des options est calculée en appliquant le modèle d'évaluation du prix des options de Black et Scholes. La valeur de la charge de rémunération est constatée sur la période d'acquisition des droits rattachés aux options sur actions et inscrit une augmentation correspondante du surplus d'apport.

Bénéfice par action

Le bénéfice de base et le bénéfice dilué par action sont calculés en divisant le bénéfice net consolidé par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de l'exercice et par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation dilué respectivement. Le nombre moyen pondéré d'actions en circulation dilué est calculé en supposant que toutes les options ont été levées et que le produit tiré de leur levée a été affecté à l'achat d'actions ordinaires au prix moyen du cours boursier pour la période.

Contributions gouvernementales

Les contributions gouvernementales, qui consistent en subventions et en crédits d'impôt à la recherche, sont constatées en tant que réduction des charges y afférentes et du coût de l'élément d'actif acquis. Les contributions gouvernementales sont comptabilisées lorsqu'il existe une certitude raisonnable que la Société a respecté les conditions du programme de subvention approuvé ou, dans le cas des crédits d'impôt, lorsqu'il existe une certitude raisonnable qu'ils seront réalisés.

Instruments financiers

Les instruments financiers sont des contrats qui donnent lieu à un actif financier ou un passif financier. Les instruments financiers sont constatés au bilan consolidé à leur juste valeur et leur évaluation ultérieure dépend de leur classement tel qu'indiqué à la note 14. Leur classement dépend de l'objectif visé lorsque les instruments financiers ont été acquis ou émis, de leurs caractéristiques et de leur désignation par la Société.

1. Sommaire des principales conventions comptables (suite)

Le tableau ci-dessous présente la méthode comptable que la Société a choisi d'appliquer à chacune de ses catégories d'instruments financiers :

Actifs et passifs	Catégorie	Évaluation
Trésorerie et équivalents de trésorerie	Détenus à des fins de transaction	Juste valeur
Débiteurs	Prêts et créances	Coût après amortissement
Comptes fournisseurs et charges à payer	Autres passifs	Coût après amortissement
Dettes à long terme	Autres passifs	Coût après amortissement

Le coût après amortissement est déterminé selon la méthode du taux d'intérêt effectif. La Société a choisi de comptabiliser les coûts de transaction liés à l'émission d'instruments financiers en réduction de la valeur comptable des instruments financiers connexes. La facilité de crédit est composée d'une marge de crédit, d'un prêt à terme et de lettre de garantie; les coûts de transaction liés à l'émission d'instruments financiers sont capitalisés et présentés en réduction des instruments financiers auxquels ils se rapportent. Les coûts de transaction sont amortis selon la méthode linéaire sur la durée de vie estimative de la facilité.

Instruments financiers dérivés

La Société utilise des instruments financiers dérivés, à savoir des contrats de change pour se protéger du risque de la fluctuation des taux de change des devises étrangères. Ces instruments sont évalués à leur juste valeur à chaque date du bilan. Les actifs financiers dérivés à court terme et à long terme sont pris en compte dans les comptes débiteurs et dans les autres actifs, respectivement. Les passifs dérivés à court terme et à long terme sont pris en compte, dans les comptes créditeurs et charges à payer et dans les gains reportés et autres passifs à long terme respectivement.

Couvertures

Couverture de flux de trésorerie

Les instruments financiers dérivés désignés comme couverture de flux de trésorerie sont comptabilisés à la juste valeur. La tranche efficace de la variation de la juste valeur des instruments financiers dérivés est comptabilisée à l'état consolidé du résultat étendu, et la tranche inefficace est comptabilisée, le cas échéant, en résultat net.

Couverture de flux de trésorerie liée à l'achat de matières premières

La Société a également désigné comme couverture de flux de trésorerie une tranche de sa trésorerie en dollars US pour l'achat futur de matières premières. La trésorerie en dollars US désignée est comptabilisée à la juste valeur au bilan consolidé de la Société. Le gain ou la perte de change sur l'encaisse en dollars US désignée est comptabilisé à l'état consolidé du résultat étendu. À l'achat de la matière première, le gain ou la perte de change est comptabilisé à titre de stocks de matières premières.

Modifications futures de conventions comptables

Adoption des normes internationales d'information financière (IFRS)

En février 2008, le Conseil des normes comptables du Canada a confirmé que les entreprises ayant une obligation publique de rendre des comptes devront présenter leur information financière selon les IFRS pour les exercices financiers ouverts à compter du 1^{er} janvier 2011. La Société adoptera les IFRS à compter du 1^{er} juin 2011. Elle présentera ses états financiers consolidés pour le trimestre se terminant le 31 août 2011 conformément aux IFRS et présentera des données à des fins de comparaison pour l'exercice ouvert le 1^{er} juin 2010.

La Société évalue actuellement l'impact de l'adoption des IFRS sur les modifications à apporter aux systèmes informatiques, les exigences en matière de formation et les mécanismes de contrôle interne à l'égard de l'information financière et les répercussions sur les activités d'affaires de la Société. La Société n'est pas en mesure de quantifier l'incidence sur ses états financiers consolidés qu'aura le passage aux IFRS, mais elle estime que cette incidence pourrait être significative. Dans les périodes précédant le premier exercice au cours duquel seront adoptées les IFRS, les effets qu'aura le passage aux normes internationales sur les états financiers consolidés de la Société seront divulgués au fur et à mesure qu'ils seront connus.

1. Sommaire des principales conventions comptables (suite)

Regroupement d'entreprises et consolidations

En janvier 2009, l'ICCA a approuvé trois nouveaux chapitres de son Manuel : le chapitre 1582 « Regroupements d'entreprises », le chapitre 1601 « États financiers consolidés » et le chapitre 1602 « Participations sans contrôle ».

Le chapitre 1582 remplace le chapitre 1581 « Regroupements d'entreprises » et établit des normes pour la comptabilisation d'un regroupement d'entreprises. Il constitue l'équivalent canadien des normes IFRS 3, « Regroupements d'entreprises ». Le chapitre 1582 exige l'utilisation accrue des évaluations à la juste valeur et la constatation d'actifs et de passifs additionnels et exige plus d'informations à fournir relativement à la comptabilisation d'un regroupement d'entreprises et que les coûts d'acquisition soient reconnus en dépenses.

Les chapitres 1601 et 1602 remplacent le chapitre 1600 « États financiers consolidés ». Le chapitre 1601 définit des normes pour l'établissement d'états financiers consolidés et le chapitre 1602 définit des normes pour la comptabilisation, dans les états financiers consolidés établis postérieurement à un regroupement d'entreprises, de la participation sans contrôle dans une filiale. Le chapitre 1602 converge avec les exigences de la norme internationale d'information financière 27, IAS 27, « États financiers consolidés et individuels » et établit les règles pour la comptabilisation d'une participation sans contrôle issue d'un regroupement d'entreprises, et reconnue comme une composante distincte des capitaux propres. Le résultat net fournira la répartition entre les participations avec et sans contrôle.

Les trois chapitres entreront en vigueur au moment où les sociétés ouvertes canadiennes auront adopté les IFRS, soit pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2011; toutefois leur adoption anticipée est permise. La Société n'a pas évalué l'impact de ces nouvelles normes.

2. Débiteurs

Au 31 mai	2010	2009
	\$	\$
Comptes clients	3 913 429	3 826 686
Taxes à la consommation	416 031	417 073
Autres	470 000	39 508
Contribution gouvernementale à recevoir	–	2 518 930
Provision pour créances douteuses	(25 000)	(100 000)
	4 774 460	6 702 197

Le classement chronologique des comptes clients était comme suit :

Au 31 mai	2010	2009
	\$	\$
Courant	3 757 582	3 327 781
En souffrance de 0 à 30 jours	25 453	301 225
En souffrance de 31 à 60 jours	52 989	1 915
En souffrance de 61 à 120 jours	77 405	195 765
	3 913 429	3 826 686

3. Stocks

Au 31 mai	2010	2009
	\$	\$
Matières premières	15 634 041	18 183 623
Produits finis et produits en cours	12 071 108	8 871 337
	27 705 149	27 054 960

4. Immobilisations corporelles

Au 31 mai	2010			2009		
	Coût	Amortissement cumulé	Valeur nette	Coût	Amortissement cumulé	Valeur nette
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Terrains	998 715	–	998 715	534 632	–	534 632
Bâtiments	11 176 387	1 209 335	9 967 052	11 425 865	824 312	10 601 553
Améliorations locatives	1 697 888	433 667	1 264 221	1 545 668	335 958	1 209 710
Équipement de production	19 716 633	5 877 203	13 839 430	17 266 938	4 259 315	13 007 623
Matériel roulant	9 677	2 296	7 381	47 441	39 093	8 348
Mobilier et équipement de bureau	263 033	80 271	182 762	278 802	89 995	188 807
Matériel informatique	448 855	271 114	177 741	493 892	221 092	272 800
	34 311 188	7 873 886	26 437 302	31 593 238	5 769 765	25 823 473

L'amortissement des immobilisations corporelles présenté à l'état consolidé des résultats est relié aux activités suivantes :

Exercices terminés le 31 mai	2010	2009
	\$	\$
Coût des ventes	2 364 629	2 002 747
Frais d'administration	166 713	145 141
Frais de recherche et développement	13 200	6 664
	2 544 542	2 154 552

5. Actifs incorporels

Au 31 mai	2010		
	Coût	Amortissement cumulé	Valeur nette
	\$	\$	\$
Logiciels	604 208	120 499	483 709
Propriété intellectuelle	1 354 954	67 750	1 287 204
	1 959 162	188 249	1 770 913

Au 31 mai	2009		
	Coût	Amortissement cumulé	Valeur nette
	\$	\$	\$
Logiciels ¹	354 950	–	354 950
	354 950	–	354 950

¹ En développement en 2009

6. Acquisition d'entreprise

Firebird Technologies Inc.

Le 1^{er} décembre 2009, la Société a fait l'acquisition de Firebird Technologies Inc. (« Firebird ») d'un montant de 7 912 055 \$ incluant des frais reliés à l'acquisition de 61 078 \$. Firebird est une société qui se spécialise dans la fabrication de métaux purs et de composés semiconducteurs. Les principaux produits fabriqués par Firebird sont des substrats d'antimoniure d'indium ainsi que des métaux purs tels que l'antimoine, l'indium et l'étain. Ces produits sont vendus mondialement et utilisés dans de nombreuses applications électroniques et optiques.

La Société a comptabilisé l'acquisition selon la méthode de l'acquisition. Les résultats de Firebird sont consolidés à compter du 1^{er} décembre 2009. Le prix d'achat a été réparti entre les actifs nets identifiables acquis d'après leur juste valeur estimative de la façon suivante :

	\$
Trésorerie et équivalents de trésorerie	164 058
Débiteurs	424 958
Frais payés d'avance et dépôts	226 742
Stocks	1 229 535
Immobilisations corporelles	1 521 520
Actifs incorporels	1 354 954
Créditeurs et charges à payer	(16 443)
Dette à long terme	(858 152)
Impôts futurs	(516 879)
Actif net de l'entreprise acquise	3 530 293
Écart d'acquisition	4 381 762
Prix d'achat total	7 912 055
Moins : Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'acquisition	164 058
Contrepartie en espèces versée pour l'acquisition de l'entreprise, présentée dans les états consolidés des flux de trésorerie	7 747 997

7. Emprunt bancaire

Le 30 novembre 2009, la Société a renouvelé sa facilité de crédit composée d'un crédit renouvelable de 7 500 000 \$, un prêt à terme de 10 000 000 \$ et de lettre de crédit de 7 500 000 \$. À l'exception d'une lettre de crédit de 540 000 € (note 10), cette facilité était inutilisée au 31 mai 2010.

La facilité de crédit renouvelable est disponible pour les besoins généraux de l'entreprise. Le prêt à terme remboursable en versements trimestriels sur une période de sept ans est disponible pour le financement de dépenses en capital. Cette entente inclut également une clause accordéon permettant à la Société d'avoir accès à un montant supplémentaire de 5 000 000 \$.

8. Crédoiteurs et charges à payer

Au 31 mai	2010	2009
	\$	\$
Fournisseurs et charges à payer	3 564 152	5 336 843
Salaires et vacances	1 082 068	1 324 469
Taxes à la consommation	-	130 363
	4 646 220	6 791 675

9. Dette à long terme

Au 31 mai	2010	2009
	\$	\$
Emprunt à terme, taux de base flottant du prêteur moins 1,40 %, remboursable en versements mensuels de 41 667 \$, capital seulement, échéant en juin 2018, garanti par un immeuble.	3 997 883	4 497 923
Prêt à terme ne portant pas intérêt, remboursable à raison de 2,6 % des revenus excédentaires à 1 200 000 \$ de la filiale Firebird, échéant en 2023. Dans l'éventualité que la somme ne serait pas totalement remboursée à cette date, le solde sera radié.	772 740	–
Prêt d'un fournisseur ne portant pas intérêt, remboursable à raison de 20 \$ US par kilogramme de germanium acheté par Firebird, échéant au plus tard le 31 juillet 2010.	50 000	–
Emprunt, taux d'intérêt effectif de 5 %, remboursé en avril 2010.	–	49 922
	4 820 623	4 547 845
Dette à long terme échéant au cours du prochain exercice.	(622 820)	(549 922)
	4 197 803	3 997 923

Les remboursements de capital sur la dette à long terme pour les prochains exercices se répartissent comme suit :

	\$
2011	622 820
2012	655 000
2013	850 000
2014	694 920
2015	500 000
Par la suite	1 497 883
Total des remboursements de capital sur la dette à long terme	4 820 623

L'emprunt à terme est sujet à des clauses restrictives qui obligent la Société à maintenir des ratios financiers.

Au 31 mai 2010, toutes ces clauses étaient respectées.

10. Revenus reportés

Les revenus reportés se rapportent partiellement à l'excédent des montants facturés aux clients sur les revenus comptabilisés par la Société, conformément à la méthode de comptabilisation des revenus appliquée.

De plus, la filiale allemande 5N PV GmbH a reçu en 2008, la somme de 540 000 € d'une société allemande pour la création de nouveaux emplois. Ce revenu reporté est amorti en fonction de chaque emploi créé sur une période de trois ans. En vertu de l'entente, une lettre de crédit d'un montant de 540 000 € (approximativement 694 000 \$) a été émise en faveur de la société allemande dans l'éventualité que 5N PV ne pourrait respecter ses engagements. Un montant de 115 416 € a été reconnu comme revenu en 2010 et 102 083 € en 2009 (approximativement 173 000 \$ et 163 000 \$ respectivement).

11. Capital-actions

Autorisé

Un nombre illimité d'actions ordinaires, participantes, sans valeur nominale, comportant un droit de vote par action.

Un nombre illimité d'actions privilégiées pouvant être émises dans une ou plusieurs séries, dont les conditions, les restrictions et les privilèges particuliers doivent être déterminés par le conseil d'administration de la Société.

A) Émis et entièrement payé

	Nombre	\$
Actions ordinaires		
En circulation au 31 mai 2008	45 500 000	81 788 694
Actions émises en vertu du régime d'options d'achat d'actions	20 225	93 220
En circulation au 31 mai 2009	45 520 225	81 881 914
Actions émises en vertu du régime d'options d'achat d'actions	107 225	507 956
En circulation au 31 mai 2010	45 627 450	82 389 870

B) Régime d'options d'achat d'actions

La Société a adopté en octobre 2007, un régime d'options d'achat d'actions (« Le Plan ») à l'intention des administrateurs, dirigeants et employés. Le total d'actions pouvant être émises aux fins du Plan ne peut dépasser, au total, 10 % de l'ensemble des actions ordinaires de temps à autre. Les options peuvent être exercées en vertu du Plan sur une période de dix ans suivant la date de l'octroi. Les options en circulation au 31 mai 2010 peuvent être exercées sur une période n'excédant pas un délai de six ans à compter de la date de l'octroi. Les options sont acquises à raison de 25 % (100 % pour les administrateurs) par année suivant le premier anniversaire de la date de l'octroi.

Le tableau suivant présente les hypothèses moyennes pondérées utilisées pour déterminer la charge de rémunération liée aux options d'achat d'actions en appliquant le modèle d'évaluation des options de Black et Scholes :

Au 31 mai	2010	2009
Volatilité prévue du cours de l'action	40 %	68 %
Dividende	Néant	Néant
Taux d'intérêt sans risque	2,325 %	2,50 %
Taux d'intérêt sans risque (administrateurs)	2,325 %	2,25 %
Durée de vie prévue de l'option	4 ans	3,5 ans
Durée de vie prévue de l'option (administrateurs)	4 ans	1 an
Juste valeur moyenne pondérée à la date de l'octroi des options	1,89	2,46

Au 31 mai	2010		2009	
	Nombre d'options	Prix de levée moyen pondéré	Nombre d'options	Prix de levée moyen pondéré
		\$		\$
Au début de l'exercice	1 439 055	3,78	1 032 500	3,00
Octroyées	436 500	5,38	466 430	5,42
Annulées	(171 715)	4,00	(39 650)	3,00
Levées	(107 225)	3,09	(20 225)	3,00
À la fin de l'exercice	1 596 615	4,24	1 439 055	3,78

Le coût de la rémunération reliée aux options d'achat d'actions est réparti comme suit :

Exercices terminés le 31 mai	2010	2009
	\$	\$
Coût des ventes	250 695	133 276
Frais de vente et d'administration	351 949	370 254
Frais de recherche et développement	148 235	84 679
	750 879	588 209

12. Impôts sur les bénéfices

Le tableau suivant représente la charge d'impôts calculée selon les taux d'imposition réglementaires canadiens et le taux d'imposition effectif aux états consolidés des résultats de la Société :

Exercices terminés le 31 mai	2010		2009	
	\$		\$	
Charge d'impôt aux taux d'imposition réglementaires	6 601 189	30,5 %	9 268 998	30,9 %
Augmentation (diminution) découlant de ce qui suit :				
Frais non déductibles aux fins de l'impôt	1 12 365	0,5 %	217 935	0,7 %
Crédits d'impôt à la recherche et développement non imposables	(17 942)	-0,1 %	(83 221)	-0,3 %
Incidence des écarts entre les taux d'imposition étrangers et les taux canadiens	(26 840)	-0,1 %	(112 232)	-0,4 %
Ajustements de l'exercice précédent et autres	(156 768)	-0,7 %	(162 846)	-0,5 %
	6 512 004	30,1 %	9 128 634	30,4 %

Les principales composantes des actifs et des passifs d'impôts futurs sur les bénéfices de la Société étaient les suivantes :

Au 31 mai	2010	2009
	\$	\$
Actif d'impôts futurs		
Stocks	431 869	249 958
Immobilisations corporelles	995 086	662 639
Frais d'émission d'actions et honoraires	1 034 834	1 051 210
Autres	–	62 586
	2 461 789	2 026 393
Passif d'impôts futurs		
Immobilisations corporelles	(1 971 788)	(1 263 303)
Actifs incorporels	(359 074)	–
Crédits d'impôt à l'investissement	(102 584)	(93 380)
Gain de change non réalisé	(35 174)	(512 710)
Autres	(309 904)	–
	(2 778 524)	(1 869 393)
(Passif) Actif net d'impôts futurs	(316 735)	157 000

Les impôts futurs s'établissent comme suit :

Au 31 mai	2010	2009
	\$	\$
Actif d'impôts futurs à court terme	150 598	249 958
Actif d'impôts futurs à long terme	2 311 191	662 639
Passif d'impôts futurs à court terme	(444 662)	(311 897)
Passif d'impôts futurs à long terme	(2 333 862)	(443 700)
Impôts futurs nets	(316 735)	157 000

13. Coût des ventes

Le tableau suivant représente le coût des ventes, incluant l'allocation de l'amortissement :

Exercices terminés le 31 mai	2010	2009
	\$	\$
Coût des ventes	38 910 641	34 174 231
Amortissement des immobilisations corporelles relié à la transformation des stocks	2 364 629	2 002 747
	41 275 270	36 176 978

14. Instruments financiers

Juste valeur des instruments financiers

Tous les actifs financiers classés dans les actifs détenus jusqu'à l'échéance ou dans les prêts et créances, de même que les passifs financiers classés dans les autres passifs sont initialement évalués à la juste valeur, puis au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Tous les actifs et passifs financiers classés dans les instruments détenus à des fins de transaction sont évalués à la juste valeur. Les gains et les pertes liés aux réévaluations périodiques sont comptabilisés dans le bénéfice net.

La Société a établi que la valeur comptable de ses actifs et passifs financiers à court terme, notamment la trésorerie et équivalents de trésorerie, les débiteurs et autres montants à recevoir, ainsi que les créditeurs et charges à payer, se rapprochait de leur juste valeur en raison de l'échéance à court terme de ces instruments.

Au 31 mai 2010, la juste valeur de la dette à long terme est de 4 820 623 \$ (4 547 845 \$ au 31 mai 2009) et est calculée en actualisant les flux monétaires futurs au taux en vigueur à la date du bilan pour des emprunts avec les mêmes termes et échéances.

La juste valeur des actifs par niveau de hiérarchie s'établissait comme suit au 31 mai 2010 :

	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total actifs financiers
	\$	\$	\$	\$
Trésorerie et équivalents de trésorerie	67 992 321	–	–	67 992 321
Instruments financiers dérivés ¹	–	1 362 804	–	1 362 804
	67 992 321	1 362 804	–	69 355 125

¹ Les instruments financiers dérivés sont composés de contrats de change à terme

Gestion du risque financier

Dans le cours normal de ses activités, la Société est exposée au risque de crédit, de liquidité et de financement, des taux d'intérêt, ainsi qu'au risque de change. La direction analyse les risques et met en place des stratégies afin d'en minimiser leurs impacts sur la performance de la Société.

Risque de crédit et clients importants

La Société a une approche prudente pour gérer sa trésorerie et équivalents de trésorerie. Sa politique de placement requiert que les fonds soient garantis à 100 % par l'institution financière et les fonds doivent être répartis parmi trois institutions financières reconnues.

La Société est exposée au risque de crédit associé à ses débiteurs découlant de ses activités commerciales habituelles. La Société estime que le risque de crédit est mitigé en raison des éléments suivants :

- La Société canadienne a conclu une entente avec Exportation et Développement Canada selon laquelle cette dernière assure une partie du risque de perte de certains comptes clients étrangers en cas de non-paiement, et ce, jusqu'à 1 500 000 \$ par année;
- La Société n'exige pas de garantie supplémentaire ou autre sûreté de ses clients à l'égard de ses comptes débiteurs; toutefois le crédit est accordé aux clients uniquement après l'évaluation de leur solvabilité. En outre, la Société révisé régulièrement le crédit de ses clients et établit une provision pour créances douteuses lorsque le compte est jugé irrécouvrable;

14. Instruments financiers (suite)

c) Un client représentait approximativement 74 % (78 % en 2009) des ventes pour l'année financière 2010 et 33 % des débiteurs au 31 mai 2010 (79 % en 2009).

Risque de liquidité et de financement

Le risque de liquidité est celui que la Société ne puisse remplir ses obligations financières aux moments requis ou ne puisse le faire qu'à des coûts excessifs. L'un des principaux objectifs financiers de la direction est de maintenir un niveau optimal de liquidité en gérant efficacement les actifs, les passifs et les flux de trésorerie.

Au 31 mai 2010, la Société détenait une trésorerie et équivalents de trésorerie de 67 992 321 \$ (65 066 530 \$ au 31 mai 2009) et une facilité de crédit pouvant atteindre 30 000 000 \$ (note 7). Compte tenu des liquidités dont la Société dispose, en relation avec les moments auxquels les paiements des obligations sont dus, la direction estime que le risque de liquidité auquel la Société est exposée est faible.

Les échéances contractuelles des passifs financiers au 31 mai 2010 sont les suivantes :

	Valeur comptable	Flux de trésorerie	0 à 6 mois	6 à 12 mois	12 à 24 mois	Après 24 mois
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Créditeurs et charges à payer	4 646 220	4 646 220	4 352 930	293 290	–	–
Dettes à long terme	4 820 623	5 532 850	379 713	515 515	1 072 404	3 565 218
	9 466 843	10 179 070	4 732 643	808 805	1 072 404	3 565 218

Les flux de trésorerie contractuels comprennent les intérêts.

Risque de taux d'intérêt

La Société a présentement un faible taux d'endettement et ses dettes sont à taux variable. Dans l'éventualité de l'augmentation de sa dette, la Société aurait comme politique de réduire son exposition à la variation des taux d'intérêt en s'assurant qu'une partie raisonnable de la dette soit à taux fixe.

L'intérêt sur la trésorerie et équivalents de trésorerie de la Société est à taux fixe. Pour chaque tranche de 10 000 000 \$ de trésorerie et équivalents de trésorerie, la fluctuation des taux d'intérêt de 0,50 % aurait un impact annuel sur les revenus d'intérêt de 50 000 \$. Par conséquent, la direction estime que l'impact sur le bénéfice net n'aura pas de répercussions importantes.

Risque de prix

La Société est exposée au risque de variation des prix du marché des métaux qu'elle gère en prévoyant l'acquisition de certains inventaires pour s'acquitter de ses obligations contractuelles à prix fixe envers ses clients. Les instruments financiers de la Société ne l'exposent pas à un risque découlant du prix des matières premières.

Risque de change

La Société est exposée au risque lié à la fluctuation des taux de change sur les ventes réalisées en dollars US et en euros pour ses produits fabriqués au Canada. La Société réduit ce risque principalement par des contrats de change et par la couverture naturelle que procurent les achats de matières premières effectués en dollars américains.

Le 25 septembre 2009, la Société a conclu un contrat de change à terme au montant de 10 500 000 € (500 000 € par mois) afin de couvrir les ventes effectuées à sa filiale allemande 5N PV. Le contrat de change est en vigueur du 1^{er} octobre 2009 au 30 juin 2011 au taux de conversion moyen de 1,6.

Le 13 janvier 2010, la Société a mis fin au contrat de change à terme avant son échéance pour une contrepartie de 800 000 \$. La portion efficace du gain de change est comptabilisée aux autres éléments du résultat étendu et amortie à l'état des résultats consolidés sur la durée initiale des transactions. La portion inefficace a été comptabilisée à l'état des résultats consolidés.

14. Instruments financiers (suite)

Le 13 janvier 2010, la Société a conclu un contrat de change d'un montant de 8 500 000 € (500 000 € par mois) afin de couvrir les ventes effectuées à sa filiale allemande 5N PV. Le contrat de change est en vigueur du 13 janvier 2010 au 31 mai 2011 au taux de conversion moyen de 1,4975. La juste valeur de ce contrat de change était de 1 246 462 \$ au 31 mai 2010 et était comptabilisée à l'état consolidé des résultats.

Le 25 mai 2010, la Société a conclu un contrat de change à terme d'un montant de 4 500 000 \$ US (750 000 \$ US par mois) pour couvrir une partie de ses ventes libellées en dollars US. Ce contrat de change à terme sera en vigueur du 1^{er} juin 2010 au 30 novembre 2010 au taux de conversion moyen de 1,07. Ce contrat de change est désigné comme couverture de flux de trésorerie et sa juste valeur comptabilisée à l'état consolidé du résultat étendu était de 116 342 \$ au 31 mai 2010.

La Société a désigné comme couverture de flux de trésorerie une tranche de sa trésorerie et équivalents de trésorerie en dollars US pour couvrir les achats futurs de matières premières en dollars US jusqu'en avril 2011. La trésorerie et équivalents de trésorerie US désignée est comptabilisée à la juste valeur au bilan consolidé de la Société. Le gain ou la perte de change de la conversion de la trésorerie et équivalents de trésorerie en dollars US désignée est comptabilisé à l'état consolidé du résultat étendu. À l'achat de la matière première prévu au cours des douze prochains mois, le gain ou la perte de change est comptabilisé à titre de stocks de matières premières. Le montant de trésorerie et équivalents de trésorerie réservé lié à cette stratégie est de 28 075 353 \$ au 31 mai 2010. Le gain de change accumulé inclus dans le cumul des autres éléments du résultat étendu est de 1 208 826 \$ au 31 mai 2010.

Le risque de change auquel la Société était exposée au 31 mai 2010 s'établissait comme suit :

	US\$	€
Actifs et passifs financiers au coût après amortissement ¹ :		
Trésorerie et équivalents de trésorerie ²	10 544 970	608 564
Débiteurs	3 019 111	1 100
Somme à recevoir de la filiale à part entière	–	3 477 716
Créditeurs et charges à payer	(867 238)	(4 349)
Risque total découlant des éléments ci-dessus	12 696 843	4 083 031

¹ Les montants ci-dessus n'incluent pas les soldes en euros de la filiale allemande, ce qui représente sa devise fonctionnelle. Par contre, les soldes en euros intercompagnies de la Société sont inclus dans ces montants.

² Le montant de 28 075 353 \$ US désigné comme couverture de flux de trésorerie pour l'achat futur de matières premières est exclu.

Scénario de la fluctuation du dollar canadien des montants à risque :

	SCA/ \$US	SCA/ €
Taux de change au 31 mai 2010	1,046	1,284
Impact sur le bénéfice net de la fluctuation de 5 cents du dollar canadien	458 943	181 175

15. Gain de change

Exercices terminés le 31 mai	2010	2009
	\$	\$
Perte (gain) de change sur les opérations	194 296	(1 523 887)
Gain de change réalisé sur les instruments financiers dérivés	(131 812)	(232 625)
Gain de change non réalisé sur les instruments financiers dérivés	(1 246 462)	(1 685 076)
a) Inclus dans l'état consolidé des résultats	(1 183 978)	(3 441 588)

15. Gain de change (suite)

Exercices terminés le 31 mai	2010	2009
	\$	\$
Gain de change réalisé sur les contrats de change désignés	(491 110)	–
Gain de change réalisé sur l'encaisse désignée	(1 208 826)	–
Gain de change non réalisé sur instruments financiers dérivés	(1 16 342)	–
	(1 816 278)	–
Impôts sur les éléments plus haut	561 230	–
b) Inclus dans l'état consolidé du résultat étendu	(1 255 048)	–
Au 31 mai	2010	2009
	\$	\$
c) Montant inclus dans le bilan consolidé	1 362 804	1 685 076

16. Frais financiers

Exercices terminés le 31 mai	2010	2009
	\$	\$
Intérêts et frais bancaires	50 964	112 560
Intérêts sur la dette à long terme	134 548	195 732
Amortissement des autres actifs	–	69 157
	185 512	377 449

17. Gestion du capital

Les objectifs de la Société dans la gestion de son capital sont :

- Optimiser sa structure du capital afin de réduire les coûts et saisir les possibilités d'investissements stratégiques;
- Assurer la stabilité et l'aspect concurrentiel des activités en soutenant les activités de recherche et développement, l'agrandissement d'installations existantes ou la construction de nouvelles installations, les acquisitions potentielles d'entreprises ou de produits complémentaires;
- Et fournir aux actionnaires de la Société un retour sur investissement approprié.

La Société définit son capital comme étant les capitaux propres.

Les capitaux propres se chiffrent à 125 678 537 \$ au 31 mai 2010 et 112 368 764 \$ au 31 mai 2009. L'augmentation provient principalement du bénéfice net.

18. Contribution gouvernementale

Au cours de l'exercice terminé le 31 mai 2010, la Société a comptabilisé des crédits d'impôt pour la recherche et développement s'élevant à 478 755 \$ et de 423 603 \$ pour l'exercice terminé le 31 mai 2009. Ces crédits d'impôt sont toutefois assujettis à la revue et à l'approbation des autorités fiscales.

19. Engagements

- a) La Société loue certains locaux et équipements en vertu de contrats de location-exploitation. Pour les locaux, l'échéance varie de mai 2011 à mai 2017 avec option de renouvellement, et en juin 2013 pour les équipements. Les frais de location pour l'exercice terminé le 31 mai 2010 s'élèvent à 758 187 \$.

19. Engagements (suite)

Les paiements minimums exigibles, excluant les frais d'exploitation, au cours des prochains exercices sont les suivants :

	\$
2011	910 453
2012	827 377
2013	748 021
2014	476 371
2015 par la suite	970 104

- b) Au 31 mai 2010, la Société avait des commandes d'achat d'immobilisations corporelles s'élevant à 55 535 \$ (239 321 \$ en 2009).
- c) La filiale allemande 5N PV GmbH s'est engagée à respecter un certain nombre de clauses dans son contrat d'approvisionnement avec son client First Solar. Les principales clauses de cette entente sont notamment des quantités minimales vendues pour certains produits et des obligations de service de recyclage. Advenant un défaut, la filiale bénéficie d'un délai de grâce pour y remédier suite à quoi elle pourrait se voir forcée de céder ses actifs à First Solar pour une contrepartie correspondant approximativement au coût net d'acquisition.

20. Bénéfice net par action

Exercices terminés les 31 mai	2010	2009
	\$	\$
Numérateur		
Bénéfice net des activités poursuivies	15 143 310	20 868 124
Bénéfice net	14 647 540	20 868 124
Dénominateur		
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires	45 578 992	45 505 213
Effet des titres dilutifs		
Options d'achat d'actions	254 299	370 909
	45 833 291	45 876 122
Bénéfice net par action des activités poursuivies		
De base	0,33	0,46
Dilué	0,33	0,45
Bénéfice net par action		
De base	0,32	0,46
Dilué	0,32	0,45

21. Information sectorielle

La Société n'œuvre que dans un secteur, soit la purification et le recyclage des métaux.

Secteurs géographiques

Exercices terminés le 31 mai	2010	2009
	\$	\$
Ventes effectuées dans les secteurs géographiques suivants :		
États-Unis	47 393 186	40 559 556
Europe	18 969 244	20 774 725
Asie	3 654 303	6 431 033
Canada	669 354	1 591 612
Autres pays	77 258	16 191
	70 763 345	69 373 117

Les ventes sont attribuées au pays en fonction du pays d'origine du client avec lequel la Société a signé le contrat.

21. Information sectorielle (suite)

Au 31 mai	2010	2009
	\$	\$
Immobilisations corporelles et incorporelles dans les pays suivants :		
Canada	22 695 350	13 424 454
Allemagne	9 894 627	12 753 969
	32 589 977	26 178 423

22. Activité abandonnée

Le 1^{er} septembre 2009, la Société a formé une coentreprise au nom de ZT Plus avec une filiale d'Amérigon Incorporated appelée BSST. La contribution en espèces ou en biens de chacun des partenaires prévue était de 5 500 000 \$ US et donnait une participation de 50 % à la Société. ZT Plus était comptabilisée en utilisant la méthode de la consolidation proportionnelle. Le 26 mars 2010, la Société a vendu sa participation dans ZT Plus pour un montant de 1 600 000 \$ US (1 632 000 \$) en raison du développement commercial de ZT Plus qui s'est avéré plus lent que prévu. Cette vente a été classée comme un abandon d'activité.

Perte des activités abandonnées pour l'exercice terminé le 31 mai 2010	2010
	\$
Revenus	-
Dépenses de recherche et développement	886 997
Perte avant impôts	886 997
Recouvrement d'impôts	(545 110)
Perte nette	341 887
Perte à la disposition de ZT Plus nette des impôts de 133 963 \$	153 883
Perte nette des activités abandonnées	495 770

23. Événement postérieur à la date du bilan

Le 18 juin 2010, la Société a fait l'acquisition pour un montant de 3 000 000 \$ US (approximativement 3 072 000 \$), d'une dette convertible de Sylarus Technologies, LLC (« Sylarus »), un chef de file dans la production de substrats de germanium pour cellules solaires, situé à Saint Georges, Utah. La dette convertible porte intérêt au taux de 6 % annuellement et est remboursable au plus tard le 31 mai 2015. La dette incluant les intérêts courus est convertible à l'option de la Société, en 18 % des actions votantes et participantes de Sylarus. La Société a également la possibilité de souscrire jusqu'au 30 septembre 2011, à d'autres dettes convertibles de Sylarus jusqu'à un montant supplémentaire maximum de 4 000 000 \$ US (approximativement 4 185 000 \$) portant intérêt aux mêmes taux et échéance que la dette initiale, et convertible en 15 % d'actions votantes et participantes additionnelles de Sylarus. Parallèlement, 5N Plus et Sylarus ont conclu une entente à long terme d'approvisionnement et de recyclage en vertu de laquelle 5N Plus fournira à Sylarus des matières premières de germanium de haute pureté et recyclera différents résidus contenant du germanium.

24. Chiffres correspondants

Certains chiffres ont fait l'objet d'un reclassement afin de rendre leur présentation conforme à celle de l'exercice en cours.

Conseil d'administration

1

Dennis Wood
Président du conseil
d'administration
Membre du comité de
rémunération et vérification
Indépendant

M. Wood occupe depuis 1973 les fonctions de président et chef de la direction de DWH Inc. Homme d'affaires aguerrri, Il est membre des conseils d'administration de plusieurs compagnies dont le Trust Banque Nationale, Transat A.T. Inc., Le Groupe Jean Coutu (PJC) Inc., Rite-Aid Corp., Azimut Exploration Inc. et GBO. Il est titulaire d'un doctorat honorifique de l'Université de Sherbrooke depuis 1987 et a reçu la plus haute distinction civile accordée au Canada, soit l'Ordre du Canada.

2

John H. Davis
Administrateur
Président du comité
de rémunération
Membre du comité
de vérification
Indépendant

M. Davis a pris sa retraite après vingt-cinq années consacrées au développement technique et à la gestion de Noranda Inc. À titre de directeur, Planification stratégique et coordination, chez Noranda, il a piloté la mise en marche de nouvelles activités axées sur plusieurs technologies de pointe, qui sont devenues la base même de 5N Plus. Il a également pris part à l'évaluation d'une série de projets d'investissement fructueux. M. Davis est titulaire d'un baccalauréat en chimie du Collège Imperial de l'université de Londres. Il collabore avec le Royal College of Science et est diplômé du programme de perfectionnement en gestion de l'Université Northeastern.

3

Pierre Shoiry
Administrateur
Membre du comité
de rémunération
Indépendant

Pierre Shoiry est président et chef de la direction de GENIVAR société en commandite, l'une des plus importantes firmes canadiennes de génie conseil et fiduciaire du Fonds de revenu GENIVAR inscrit à la Bourse de Toronto. Membre de l'Ordre des ingénieurs du Québec depuis 1980, il est titulaire d'un baccalauréat en sciences appliquées, spécialisé en génie civil, de même qu'une maîtrise en sciences appliquées de l'Université Laval à Québec.

4

Jacques L'Écuyer
Administrateur
Non indépendant

Un des fondateurs de 5N Plus, M. L'Écuyer occupe les fonctions de président et chef de la direction de la compagnie depuis sa création en juin 2000. Auparavant, M. L'Écuyer occupait les fonctions de directeur de l'unité opérationnelle de métaux purs et de composés chez Noranda Inc. et par la suite chez ANRAD Corporation. M. L'Écuyer détient un baccalauréat et une maîtrise en génie métallurgique de l'École Polytechnique de Montréal ainsi qu'un doctorat en sciences des matériaux de l'université de Birmingham en Angleterre.

5

Jean-Marie Bourassa
Administrateur
Président du comité
de vérification
Indépendant

M. Bourassa est président directeur général et fondateur de Bourassa Boyer inc., une firme d'experts-comptables. Il siège également sur le conseil d'administration de Savaria Corporation, société inscrite à la bourse du TSX, et est impliqué dans différentes entreprises privées à titre d'actionnaire et d'administrateur. M. Bourassa est comptable agréé depuis 1976 et certifié en gouvernance de sociétés de l'Université Laval en 2009.



Équipe de direction

1
Jean Bernier
Directeur général
Monsieur Bernier s'est joint à 5N Plus en juin 2007 et occupe les fonctions de directeur général de notre siège social à Montréal et de notre filiale allemande 5N PV. Possédant plus de 20 ans d'expérience dans la gestion des opérations et gestion d'entreprises, M. Bernier a occupé plusieurs postes de direction, chez ABB, Avestor Inc., BPB Westroc Inc. et Tioxide Americas, une division de ICI Chemicals. M. Bernier détient un baccalauréat en génie mécanique de l'Université Laval à Québec.

2
Jacques l'Écuyer
Président et chef de la direction
Monsieur l'Écuyer agit comme président et chef de la direction ainsi qu'à titre d'administrateur depuis la création de l'entreprise en juin 2000. Auparavant, M. l'Écuyer occupait les fonctions de directeur de l'unité opérationnelle de métaux purs et de composés chez Noranda Inc. et par la suite chez ANRAD Corporation. M. l'Écuyer détient un baccalauréat et une maîtrise en génie métallurgique de l'École Polytechnique de Montréal ainsi qu'un doctorat en sciences des matériaux de l'université de Birmingham en Angleterre.

3
David Langlois
Chef de la direction financière
Monsieur Langlois possède près de 20 ans d'expérience dans les domaines bancaires, financiers et de la vérification. Avant de se joindre à 5N Plus en novembre 2009, M. Langlois, occupait le poste de vice-président, comptabilité corporative et information de gestion à la Financière Banque Nationale l'un des principaux courtiers en valeurs mobilières au Canada. M. Langlois est comptable agréé et détient un diplôme de l'Université du Québec à Montréal.

4
Nicholas Audet
Vice-président
Monsieur Audet s'est joint à 5N Plus en février 2003 à titre d'ingénieur de procédés et fut promu directeur des produits pour ensuite être nommé directeur de la recherche et développement. Auparavant, M. Audet agissait comme ingénieur principal chez EMS Technologies Inc. et ingénieur de procédés pour Amistar Technologies. M. Audet détient un baccalauréat en génie mécanique de l'Université Laval à Québec et une maîtrise en ingénierie de l'université de Victoria en Colombie-Britannique.

5
Marc Suys
Vice-président développement durable et affaires environnementales
Monsieur Suys a occupé plusieurs postes depuis la création de l'entreprise notamment celui de directeur, environnement, santé et sécurité et fut récemment promu vice-président développement durable et affaires environnementales. Durant les travaux de construction et mise en marche de notre filiale allemande 5N PV, M. Suys cumulait les fonctions de directeur général de la filiale et est l'un des principaux acteurs responsables de sa réussite. M. Suys détient un baccalauréat en génie physique et une maîtrise en sciences appliquées de l'École Polytechnique de Montréal.



Renseignements supplémentaires

Cote boursière

Le titre de 5N Plus se négocie à la Bourse de Toronto sous le symbole VNP.

Agent de transfert et registraire

Services aux investisseurs
Computershare inc.

Comptables

KPMG s.r.l./S.E.N.C.R.L.

Siège social

4385, rue Garand
Montréal (Québec) H4R 2B4

Assemblée annuelle

L'assemblée annuelle des actionnaires aura lieu à 10 h, le jeudi 7 octobre 2010

Musée McCord
Amphithéâtre
J. Armand Bombardier
690, rue Sherbrooke Ouest
Montréal (Québec)

Pour plus de renseignements, veuillez communiquer avec :

RELATIONS AVEC
LES INVESTISSEURS
5N Plus inc.
4385, rue Garand
Montréal (Québec) H4R 2B4
T : 514-856-0644
F : 514-856-9611
invest@5nplus.com

If you wish to receive an English copy of this annual report, please write to :

Investor Relations
5N Plus Inc.
4385 Garand Street
Montreal, Quebec
H4R 2B4

It is also available on our website at : www.5nplus.com



100 %



EcoLogo



FSC

Recycle

Contribue à l'utilisation responsable
des ressources forestières

Cert no. SGS-COC-2844
www.fsc.org

© 1996 Forest Stewardship Council

Imprimé au Canada
design : www.ardoise.com



5N Plus inc.
4385, rue Garand
Montréal (Québec)
H4R 2B4
Canada

www.5nplus.com